

REPUBLIQUE DU SENEGAL

**AUTORITE DE REGULATION DES
MARCHES PUBLICS
(ARMP)**

**AGENCE POUR LA PROMOTION DES
INVESTISSEMENTS ET DES GRANDS
TRAVAUX
(APIX)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE
LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE
DE LA GESTION 2011**

RAPPORT FINAL

(AVRIL 2013)

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP
(Conseil - Audit - Expertise)

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221) 33 821 41 72 Fax (221) 33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 15 avril 2013

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de
Régulation des Marchés Publics (ARMP)
Rue Alpha HACHAMIYOU TALL Angle Kléber
Dakar**

Monsieur le Directeur Général,

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi administratif, financier et technique des marchés conclus par l'Agence pour la Promotion des Investissements et des Grands Travaux (APIX SA) pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés Publics (décret N° 2007 – 545 du 25 avril 2007 modifié et complété par les décrets N° 2010 – 1188 du 13 septembre 2010, N° 2011-04 du 6 janvier 2011 et N° 2011-1048 du 27 juillet 2011) afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par l'Agence pour la Promotion des Investissements et des Grands Travaux (APIX SA) avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IASB) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- que l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- que les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Ces travaux appellent de notre part les exceptions ci – après :

- a) l'examen de la procédure de Sélection de Consultants Basée sur la Qualité Technique mise en œuvre **la réalisation de la mission relative à la réactualisation de l'étude portant sur le marché d'intérêt national à Diamniadio** a permis de constater qu'elle n'est pas la plus indiquée au regard de la nature et de la consistance des prestations demandées aux consultants. Au regard des informations consignées dans le procès verbal d'évaluation, ladite évaluation des candidats n'a porté que sur des CV et non sur une offre technique structurée avec une méthodologie bien déclinée, un planning de mise en œuvre précisé, alors que dans le cas d'espèce il aurait fallu demander aux candidats de soumettre une offre technique (sans une offre financière) ou la remise simultanée d'une offre technique et d'une offre financière évaluées en deux temps avant ouverture des négociations avec le consultant ayant obtenu le score technique le plus élevé. Nous précisons que l'évaluation sur la base des CV est admise pour une Sélection Basée sur la Qualification des Consultants, procédure non prévue par le Code des Marchés Publics quoique admise pour les marchés financés par l'IDA ce qui n'est pas le cas pour la présente consultation. La procédure annoncée dans la Demande de Propositions, à savoir la Sélection Basée sur la Qualité Technique, n'a pas été déroulée jusqu'à son terme mais a été dans les faits substituée par une procédure de Sélection Basée sur la Qualification des Consultants non prévue par le Code des Marchés Publics comme indiqué ci-avant. En outre la Sélection Basée sur la Qualité Technique ne se justifie pas pour de telles prestations car, aux termes de l'article 80 du CMP, cette Sélection Basée sur la Qualité Technique n'est utilisée que « dans les cas où les prestations sont d'une complexité exceptionnelle ou d'un impact considérable ou encore lorsqu'elles donneraient lieu à des propositions difficilement comparables », ce qui n'est pas le cas pour les présentes prestations.

Les textes qui régissent la passation des marchés devraient évoluer pour prendre en charge ce besoin que l'Autorité Contractante a couvert, à bon escient, par un mix de la procédure de Sélection fondée sur la Qualité (SFQ) et de la procédure de Sélection fondée sur les Qualifications des Consultants (QC).

- b) à l'instar du point a) ci-avant, l'examen de la procédure mise en œuvre pour la **sélection d'un consultant pour l'étude d'impact environnemental et social du projet de réalisation clés en mains d'une centrale diesel de 70 MW en groupes containerisés fonctionnant au HFO à TOBENE** a également permis de noter que la méthode de sélection utilisée n'est pas appropriée. En effet, comme rappelé ci-dessus, la Sélection Basée sur la Qualité Technique retenue par l'Autorité Contractante est généralement utilisée pour des missions d'une complexité exceptionnelle ou d'un impact considérable ou encore lorsqu'elles donneraient lieu à des propositions difficilement comparables, ce qui, à notre avis, n'est pas le cas pour la présente mission. De nombreux consultants peuvent exécuter de telles prestations, pour preuve, les quatre consultants qui ont préparé des offres en seulement six jours ont tous obtenu au moins la Note Technique Minimale de 75 points sur 100. En faisant recours à la SBQ, l'APIX se prive, a priori, des coûts les plus avantageux car en élaborant leurs offres financières, les consultants sachant que la sélection est basée sur la qualité, font des propositions financières les plus élevées possibles. L'attributaire a fait une offre de 29, 4 millions, soit juste en dessous du seuil. Par ailleurs, au regard des informations consignées dans le procès verbal d'évaluation, ladite évaluation n'a porté que sur des CV et non sur une offre technique structurée avec une méthodologie bien déclinée

alors que dans le cas de la SBQ, il aurait fallu demander aux candidats de soumettre une offre technique (sans une offre financière) ou la remise simultanée d'une offre technique et d'une offre financière évaluées en deux temps avant ouverture des négociations avec le consultant ayant obtenu le score technique le plus élevé. Nous précisons que l'évaluation des consultants sur la base des CV est admise pour une Sélection Basée sur la Qualification, procédure non prévue par le Code des Marchés Publics. La procédure annoncée à savoir la Sélection Basée sur la Qualité Technique n'a pas été menée jusqu'à son terme par l'Autorité Contractante qui lui a fait substituer à une procédure de Sélection Basée sur la Qualification des Consultants non prévue par le Code des Marchés Publics. Comme indiqué ci-avant, les textes qui régissent la passation des marchés devraient évoluer pour prendre en charge ce besoin que l'Autorité Contractante a couvert, à bon escient, par un mix de la procédure de Sélection fondée sur la Qualité (SFQ) et de la procédure de Sélection de Consultant fondée sur les Qualifications des Consultants (QC).

Par ailleurs, le Consultant sélectionné s'est désisté après la notification de l'attribution provisoire arguant que ses engagements professionnels ne lui permettaient pas de réaliser l'étude. S'il s'agissait d'une procédure de passation de marché dans laquelle une garantie de soumission était requise, le désistement de l'attributaire aurait entraîné la saisie de ladite garantie. Dans ce cas précis, l'APIX aurait dû rédiger un rapport circonstancié à l'intention du CRD de l'ARMP pour d'éventuelles mesures à l'encontre du Consultant.

- c) l'examen de la procédure **d'acquisition de véhicules destinés aux organisations professionnelles et au CFPA** a permis de noter que suite à la défaillance du titulaire, l'APIX, après une mise en demeure restée sans effet, a résilié le marché initial aux frais et risques du titulaire défaillant. Pour faire exécuter le marché en lieu et place dudit titulaire défaillant, un marché de substitution a été conclu avec le second moins disant la Sénégalaise de l'Automobile. La garantie de bonne exécution qui aurait dû être constituée, mais qui ne l'avait pas été à la signature du contrat n'a, a fortiori, pas pu être appelée pour couvrir les surcoûts engendrés par la conclusion du marché de substitution. Un manque de vigilance dans la mise en œuvre des procédures de recueil de la garantie de bonne exécution a ainsi empêché l'APIX de saisir la garantie pour couvrir les coûts additionnels résultant de la conclusion du marché de substitution.
- d) l'attribution du marché portant **élaboration et mise en œuvre du plan stratégique de la Confédération Nationale des Employeurs du Sénégal** a été faite après la période de validité des offres et aucune demande formelle de prorogation de ladite durée de validité des offres n'a été adressée aux soumissionnaires qui ne les ont, a fortiori, pas prorogés. Il convient de se conformer au CMP qui dispose que l'attribution des marchés doit être faite pendant la période de validité des offres et des garanties de soumissions lorsqu'elles sont requises.
- e) nous avons observé que les délais entre les différentes étapes de la procédure de passation des marchés ont été très longs pour la quasi-totalité des marchés passés par l'APIX, en violation des dispositions de l'article 70 du CMP. A titre d'exemple, deux (02) mois se sont écoulés entre l'ouverture des plis et l'évaluation pour le marché relatif à « **la facilitation et l'accompagnement social des populations touchées par le Projet de fermeture et de reconversion de la décharge de MBEUBEUSS** »

attribué à IAGU pour un montant de 93 321 579 FCFA TTC et sept (07) mois pour le marché relatif à la « **Sélection de consultant pour le recensement national des entreprises du Sénégal** » attribué à TECHNIPLAN pour un montant de 75 412 000 FCFA TTC.

A notre avis, à l'exception des points évoqués ci – avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés sont conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le CMP.

	SOMMAIRE	Pages
	Lexique des abréviations et sigles	7
1	Synthèse des non conformités et des recommandations	8
1.1	Tableaux de synthèse des non conformités et des recommandations	9
1.2	Synthèse des non conformités sur l'exécution financière et recommandations	14
1.3	Synthèse des non conformités sur l'exécution physique et recommandations	16
1.4	Tableau de synthèse des violations des textes législatifs et réglementaires	18
2	Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	27
2.1	Contexte de l'intervention	28
2.2	Objectifs de la mission	28
2.2.1	Objectifs généraux	28
2.2.2	Objectifs spécifiques	28
2.2.3	Etendue des travaux à effectuer	30
2.2.4	Rapports émis au terme de la mission	32
3	Approche méthodologique	33
3.1	Revue approfondie des textes de référence	34
3.2	Analyse de l'organisation et de l'environnement de la passation des marchés	35
3.3	Vérification des différentes étapes de la passation des marchés	36
3.3.1	Audit de la préparation des marchés	37
3.3.2	Audit de la gestion de l'attribution	38
3.3.3	Audit de la gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratifs, financiers et physiques	39
4	Résultats des travaux	40
4.1	Revue du cadre institutionnel et de l'environnement de la passation des marchés	41
4.1.1	Commission des marchés	41
4.1.2	Cellule de passation des marchés	41
4.1.3	Charte de Transparence et d'éthique en matière de passation des marchés	42
4.1.4	Documents de programmation de la passation des marchés	42
4.1.4.1	Plan de passation des marchés	42
4.1.4.2	Avis général de passation des marchés	42
4.1.5	Rappel des seuils applicables à l'APIX SA	43
4.2	Examen des marchés	43
4.2.1	Périmètre couvert par nos travaux	43
4.2.2	Marchés conclus suite à une Entente Directe	46
4.2.3	Marchés conclus suite à une Demande de Propositions	56
4.2.4	Marchés conclus suite à un Appel d'Offres	67
4.2.5	Marchés conclus par Avenant	72
4.2.6	Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	73

Liste des abréviations et sigles

AOO	Appel d'Offres Ouvert
APIX SA	Agence pour la Promotion des Investissements et des Grands Travaux
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
RAPEV	Rapport d'Evaluation
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

SECTION 1
SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

1.1 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

1.1 TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

AMI N° APIX/C/DPA/02/11 MISE EN PLACE DU SYSTEME DE SUIVI DE LA REINSTALLATION DES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET D'AUTOROUTE A PEAGE DAKAR-DIAMNIADIO, SUR LE TRONÇON PIKINE-KEUR MASSAR

L'offre financière du Groupement INGESAHEL/ENDA GRAF 2D désigné attributaire qui se chiffrait à 345 902 840 F CFA TTC a été ramenée à 94 150 000 FCFA TTC au terme des négociations menées entre l'AC et l'attributaire. Le montant finalement retenu représente 27% du montant initial de l'offre. Cette réduction de 73% du montant est injustifiée et fausse les conditions initiales de concurrence. Au vu de cette réduction substantielle de la consistance des prestations, la consultation aurait dû être annulée et reprise sur la base de TDR réaménagés. Il convient de rappeler que l'objet des négociations porte sur la mise au point de la proposition technique et l'incorporation de toute suggestion faite par le Candidat pour améliorer les Termes de référence et non sur un changement de l'ampleur des prestations prévues qui ont été à la base de l'appel à la concurrence (cf points 2.27, 2.28 et 2.29 des Directives de l'IDA pour la Sélection et l'Emploi de Consultants).

AMI N° APIX/PADD/01/11 FACILITATION ET ACCOMPAGNEMENT SOCIAL DES POPULATIONS TOUCHEES PAR LE PROJET DE FERMETURE ET DE RECONVERSION DE LA DECHARGE DE MBEUBEUSS

L'examen de la procédure de **sélection de consultants pour la Facilitation et l'accompagnement social des populations touchées par le Projet de fermeture et de reconversion de la décharge de MBEUBEUSS** a permis de noter que l'offre financière initiale de IAGU qui était de 150 010 000 F CFA HT a été réduite à 93 321 579 FCFA TTC lors des négociations menées entre l'AC et l'attributaire. Au vu de cette baisse substantielle de la consistance des prestations, la consultation aurait dû être annulée et reprise sur la base de TDR réaménagés. Il convient de rappeler que l'objectif des négociations concerne une mise au point de la proposition technique et l'incorporation de toute suggestion faite par le Candidat pour améliorer les Termes de référence et non un changement de l'ampleur des prestations prévues qui ont été à la base de l'appel à la concurrence (cf points 2.27, 2.28 et 2.29 des Directives de l'IDA pour la Sélection et l'Emploi de Consultants) ;

Les délais entre les différentes étapes de la procédure de passation des marchés ont été très longs en violation des dispositions du CMP. A titre d'exemple, deux mois se sont écoulés entre l'ouverture des plis et l'évaluation en violation de l'article 70 du CMP.

DP N°APIX/PPIP/08/10 POUR L'ELABORATION ET LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN STRATEGIQUE DE LA CONFEDERATION NATIONALE DES EMPLOYEURS DU SENEGAL (CNES)

L'attribution du marché a été faite après la période de validité des offres et aucune demande formelle de prorogation des durées de validité des offres n'a été adressée aux soumissionnaires. Il s'agit d'une violation du CMP qui dispose que l'attribution des marchés doit se faire pendant la période de validité des offres.

AON N° /PIPI/APIX SA 01/11 FOURNITURE DE SIX VEHICULES DESTINES AUX ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES ET AU CFPA

Suite à la défaillance du titulaire et après une mise en demeure restée sans effet, l'APIX a résilié le marché initial aux frais et risques de la Sénégalaise de l'Automobile. Pour faire exécuter le marché en lieu et place du titulaire défaillant, un marché de substitution a été conclu avec le second moins disant. Nous notons sous ce rapport que la garantie de bonne exécution n'avait pas été recueillie à la signature du contrat et n'a, a fortiori pas été appelée pour couvrir les surcoûts engendrés par la conclusion d'un marché de substitution avec le second moins disant ;

Par ailleurs, un marché de substitution doit être notifié au titulaire défaillant avant le début des prestations pour que les surcoûts puissent lui être imputés.

DC N° APIX/CT/PPIP/N°9/11 REALISATION D'UN CAHIER DE L'INVESTISSEUR DANS LE SECTEUR DU TOURISME

La méthode de sélection retenue par l'APIX ne sied pas pour des prestations intellectuelles. Ne constituent pas des services courants des prestations dont les objectifs consistent à **Concevoir des outils d'aide à la prise de décision de l'investisseur sous forme de projets prêts à l'emploi, à identifier de nouveaux segments ou niches porteurs exploitables sur le court terme, à élaborer des business plans pour la mise en œuvre des nouveaux segments ou niches, à identifier le foncier (domaines privé et national) et les réceptifs disponibles à la vente ou à la cession en gérance et les conditions y afférentes**. Dès lors cette opération ne peut être traitée comme une acquisition de services courants et donner lieu à l'organisation d'une DRP. Il s'agit d'une prestation intellectuelle qui requiert des candidats short listés, la préparation d'une offre technique et d'une offre financière évaluées en deux temps ;

En lieu et place d'une Demande de Propositions en bonne et due forme, l'autorité contractante a utilisé le dossier type relatif aux services qui n'est pas approprié pour l'objet de ce marché ;

Lors de l'évaluation des CV, l'autorité contractante s'est contentée de mettre comme observation pour les deux soumissions reçues qu'elles étaient conformes ;

A la suite de l'émission de notre rapport provisoire, des explications ont été fournies par l'APIX, qui ont permis de mieux apprécier la nature de

la prestation qui rentre bien dans le cadre des services courants. Cependant, nous estimons que l'Autorité Contractante devra, à l'avenir, mieux définir ses besoins en précisant les inputs de chacune des parties et surtout en déclinant les objectifs de la mission dans des termes qui ne prêtent pas à confusion. En effet, tels que libellés, les objectifs de la mission ci-avant mentionnés renvoient à une prestation intellectuelle.

REALISATION DE LA MISSION RELATIVE A LA REACTUALISATION DE L'ETUDE PORTANT SUR LE MARCHE D'INTERET NATIONAL A DIAMNIADIO

L'examen de la procédure de Sélection Basée sur la Qualité Technique mise en œuvre pour la sélection d'un consultant pour la réalisation de la mission relative à la réactualisation de l'étude portant sur le marché d'intérêt national à Diamniadio a permis de constater qu'elle n'est pas la plus indiquée au regard de la consistance des prestations demandées aux consultants. Au regard des informations consignées dans le procès verbal d'évaluation, l'évaluation des candidats n'a porté que sur des CV et non sur une offre technique structurée avec une méthodologie bien déclinée alors que dans le cas d'espèces il aurait fallu demander aux candidats de soumettre une offre technique et une offre financière évaluées en deux temps avant ouverture des négociations avec le consultant ayant obtenu le score technique le plus élevé. Nous précisons que l'évaluation des consultants sur la base des CV est admise pour une sélection basée sur la qualification, procédure non prévue par le CMP. La procédure de Sélection Basée sur la Qualité Technique a dans les faits été substituée par une procédure de Sélection Basée sur la Qualification non prévue par le Code des Marchés Publics ;

Les textes qui régissent la passation des marchés devraient évoluer pour prendre en charge ce besoin que l'Autorité Contractante a couvert, à bon escient, par un mix de la procédure de Sélection fondée sur la Qualité (SFQ) et de la procédure de Sélection de Consultant fondée sur les Qualifications des Consultants (QC).

DRP SELECTION D'UN CONSULTANT POUR L'ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL DU PROJET DE REALISATION CLES EN MAINS D'UNE CENTRALE DIESEL 70 MW EN GROUPES CONTAINERISES FONCTIONNANT AU HFO A TOBENE

Nous ne pensons pas que la méthode de sélection utilisée soit la plus appropriée. En effet, la SBQ est généralement utilisée pour des missions d'une complexité exceptionnelle ou d'un impact considérable ou encore lorsqu'elles donneraient lieu à des propositions difficilement comparables, ce qui, à notre avis, n'est pas le cas pour la présente mission. Beaucoup de consultants peuvent exécuter de telles prestations. A titre de preuve, les 4 consultants qui ont préparé des offres en seulement 6 jours ont tous obtenu 75 points /100 au minimum. En faisant recours à la SBQ, l'APIX se prive a priori des coûts les plus avantageux. En élaborant leurs offres financières, les consultants sachant que la sélection est basée sur la qualité, font des propositions financières les plus élevées possibles. L'attributaire a fait une offre de 29, 4 millions, soit juste en dessous du seuil ;

Par ailleurs, au regard des informations consignées dans le procès verbal d'évaluation, ladite évaluation n'a porté que sur des CV et non sur une offre technique structurée avec une méthodologie bien déclinée alors que dans le cas d'espèces il aurait fallu demander aux candidats de soumettre une offre technique et une offre financière évaluées en deux temps avant ouverture des négociations avec le consultant ayant obtenu le score technique le plus élevé.

Nous précisons que l'évaluation des consultants sur la base des CV est admise pour une sélection basée sur la qualification, procédure non prévue par le CMP. La procédure annoncée (Sélection Basée sur la Qualité Technique) a dans les faits été substituée par une procédure de sélection basée sur la Qualification non prévue par le CMP ;

Les textes qui régissent la passation des marchés devraient évoluer pour prendre en charge ce besoin que l'Autorité Contractante a couvert, à bon escient, par un mix de la procédure de Sélection fondée sur la Qualité (SFQ) et de la procédure de Sélection de Consultant fondée sur les Qualifications des Consultants (QC) ;

Le Consultant sélectionné s'est désisté après la notification de l'attribution arguant que ses engagements professionnels ne lui permettent pas de réaliser l'étude. S'il s'agissait d'une procédure de passation de marché dans laquelle une garantie de soumission était requise, le désistement de l'attributaire aurait entraîné la saisie de ladite garantie. Dans ce cas précis, l'APIX aurait dû rédiger un rapport circonstancié à l'intention du CRD de l'ARMP pour d'éventuelles mesures à l'encontre du Consultant.

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES

Eviter les délais trop longs entre les différentes étapes de la passation des marchés notamment sur l'attribution du marché dans un délai maximum de 15 jours suivant l'ouverture des plis conformément à l'article 70 du CMP;

S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés ;

Veiller au respect de l'article 80 du CMP sur le déroulement de la procédure des marchés de prestations intellectuelles ;

Proscrire toutes négociations portant sur la modification des termes de références conformément à l'article 69 du CMP ;

Veiller au choix du mode de passation approprié (éviter la confusion entre la SBQT et la SBQ non prévue par le CMP) ;

Se conformer aux dispositions de l'article 78 du CMP et de la circulaire N° 004/PM/CAB/CP du 31/03/2009 du PM, portant modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP.

1.2 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE
<p>AON N° /PPIP/APIX SA 01/11 FOURNITURE DE SIX VEHICULES DESTINES AUX ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES ET AU CFPA ATTRIBUE A LASA POUR 145 416 000 F CFA TTC</p> <p>La garantie de bonne exécution n'avait pas été constituée à la signature du contrat avec le premier attributaire.</p> <p>DRP REALISATION D'UN CAHIER DE L'INVESTISSEUR TIC ET TELESERVICES EN FRANÇAIS ET EN ANGLAIS ATTRIBUE A MOUHAMED MAHI SY POUR 23 010 000 F CFA TTC</p> <p>Le paiement des sommes dues au titre du marché a été effectué par le versement de trois acomptes alors qu'il devait être effectué en une seule fois à l'issue des prestations, puisque le délai d'exécution ne dépasse pas 3 mois.</p>
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE
<p>Veiller à appliquer les pénalités de retard conformément à l'article 134 du CMP ;</p> <p>Effectuer les paiements en un seul versement lorsque le délai d'exécution ne dépasse pas 3 mois.</p>

1.3 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE
NON EFFECTUEE
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE
NON EFFECTUEE

1.4 SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Description	ED LOCATION ET EXPLOITATION D'UNE PUISSANCE DE 150 MW AU DIESEL POUR SENELEC	ED N° APIX/ABB/ENERGIE/09/11 FOURNITURE DE TRANSFORMATEURS DE COURANTS ET DISJONCTEURS	ED N° FACILITATION ET ACCOMPAGNEMENT SOCIAL DANS LE CADRE DE LA REINSTALLATION DES POPULATIONS TOUCHEES PAR LE PROJET AUTOROUTE LOT 1: COMMUNES D'ARRONDISSEMENTS DE GUINAW RAIL NORD GUINAW RAIL SUD	ED FOURNITURE DE MATERIEL DE RACCORDEMENT DE LA CENTRALE DE LOCATION DE 50 MW DU CAP DES BICHES
Nature	Services	Fournitures	P I	Fournitures
Attributaires	APR ENERGY LLC	ABB Technologies S.A.	ENDA ECOPOP	LSE
Montants en F CFA TTC	29 924 160 000 FCFA HT HD	38 836 279 F CFA TTC	17 100 000 F CFA HT	53 857 363
Montants retenus sur contrat				60 099 335 FCFA HTVA 70 917 215 FCFA TTC
Violation de l'art 6 du CMP : Défaut d'inscription du marché dans le PPM	✓	✓	✓	✓
Violation des articles 60.2 et 69 sur la proscription de la négociation sur le prix				✓
Violation de l'article 76 du CMP sur les ententes directes	✓	✓	✓	✓

Description	ED N° C/APIX/PADD/UGP/11/11 FACILITATION ET ACCOMPAGNEMENT SOCIAL DANS LE CADRE DE LA REINSTALLATION DES POPULATIONS TOUCHEES PAR LE PROJET AUTOROUTE LOT 2 : COMMUNES D'ARRONDISSEMENTS DE TIVAOUANE GARE et DIAMAGUENE SICAP MBAO	ED N° C/APIX/PADD/UGP/10/11 AVENANT N° 1 AU MARCHE FACILITATION ET ACCOMPAGNEMENT SOCIAL DANS LE CADRE DE LA REINSTALLATION DES POPULATIONS TOUCHEES PAR LE PROJET AUTOROUTE LOT 1 : COMMUNES D'ARRONDISSEMENTS DE GUINAW RAIL NORD GUINAW RAIL SUD	ED N° C AVENANT N° 1 AU MARCHE FACILITATION ET ACCOMPAGNEMENT SOCIAL DANS LE CADRE DE LA REINSTALLATION DES POPULATIONS TOUCHEES PAR LE PROJET AUTOROUTE LOT 2 : COMMUNES D'ARRONDISSEMENTS DE TIVAOUANE GARE et DIAMAGUENE SICAP MBAO/APIX/PADD/UGP/11/1	ED POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSEILLER FINANCIER
Nature	PI	PI	PI	PI
Attributaires	MS & ASSOCIES	ENDA ECOPOP	MS & ASSOCIES	COMPAGNIE BENJAMIN DE ROTHSCHILD S.A
Montants en F CFA TTC	24 646 500 F CFA TTC	8 550 000 F CFA HT	12 848 860 F CFA TTC	A rémunération forfaitaire 120 000 EUROS HT soit 78 714 840 FCFA HT
Délai anormalement long entre l'approbation et la notification du marché				✓
Identité des candidats de la liste restreinte non indiquée sur lettres d'invitation				✓
Violation de l'art 6 du CMP : Défaut d'inscription du marché dans le PPM	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 76 du CMP sur les ententes directes	✓	✓	✓	
Violation de l'article 24 du CMP : dépassement du montant de 30% du marché initial par les avenants		✓	✓	

Description	DP N° ELABORATION D'UNE BASE DE DONNEES SUR LES ACCORDS COMMERCIAUX ET SUR LES FORMALITES A L'EXPORT	DP APIX/C/DPA/02/11 MISE EN PLACE DU SYSTEME DE SUIVI DE LA REINSTALLATION DES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET D'AUTOROUTE A PEAGE DAKAR DIAMNIADIO SUR LE TRONCON PIKINE-KEUR MASSAR	DP APIX/PADD/01/11 FACILITATION ET ACCOMPAGNEMENT SOCIAL DES POPULATIONS TOUCHEES PAR LE PROJET DE FERMETURE ET DE RECONVERSION DE LA DECHARGE DE MBEUBEUSS	DP AVENANT N° 1 AU MARCHE N° APIX/PADD/01/DE LA DECHARGE DE MBEUBEUSS
Nature	P I	P I	P I	P I
Attributaires	GROUPEMENT ERA BAKER TILLY-AWA CONSULTING (SENEGAL)	Groupeement INGESAHEL / ENDA GRAF 3D	Institut Africain de Gestion Urbaine (IAGU)	Institut Africain de Gestion Urbaine (IAGU)
Montants en F CFA TTC	27 730 000	94 150 000	93 321 579	1 866 579
Violation de l'art 39 sur les convocations à adresser aux membres de la commission des marchés	✓	✓	✓	✓
Violation de l'art 70 du CMP : Délai anormalement longs entre les étapes de la procédure et plus particulièrement entre l'ouverture des plis et l'attribution	✓		✓	✓
Violation de l'art 83.3 du CMP : Défaut d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres	✓			
TVA non précomptée et non acquittée	✓			

Description	DP N° C/APIX/PADD/UGP/07/11 ACCOMPAGNEMENT STRATEGIQUE ORGANISATIONNEL ET TECHNIQUE POUR LA DERNIERE PHASE DE LA LIBERATION D'EMPRISE DU PROJET AUTOROUTE	DP N° C/APIX/PADD/UGP/07/11 Avenant N° 1 au marché		DP SELECTION D'UN CONSULTANT POUR LE RECENSEMENT NATIONAL DES ENTREPRISES DU SENEGAL
Nature	P I	P I		P I
Attributaires	MASS THIAM	MASS THIAM		TECHNIPLAN SPA
Montants en F CFA TTC	21 157 863	3 157 890		75 412 000 F CFA HT
Violation de l'art 39 sur les convocations à adresser aux membres de la commission des marchés	✓	✓		
Violation de l'art 70 du CMP : Délai anormalement longs entre les étapes de la procédure et plus particulièrement entre l'ouverture des plis et l'attribution	✓	✓		✓

Description		AOO N° AON/PPIP/APIX SA/02/11 FOURNITURE DE MATERIELS INFORMATIQUES DESTINES AUX BENEFICIAIRES DU PPIP			AON N° /PPIP/APIX sa01/11 FOURNITURE DE SIX VEHICULES DESTINES AUX ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES ET AU CFPA	
Nature		Fournitures			Fournitures	
		Lot 1 : PLATFORM	Lot 2 : BULL SENEGAL	Lot 3 : OFFICE	Lot 1 : LASA	Lot 2 : LASA
Attributaires		TECHNOLOGIES		INFORMATIQUE		
Description						
Montants en F CFA TTC		152 991 968	17 506 480	29 500 000	87 222 000	58 194 000
Violation de l'art 39 du CMP : Défaut de convocation des membres de la commission des marchés dans les délais		✓			✓	
Violation de l'art 67.1 du CMP : Défaut d'ouverture des plis à la date et à l'heure limite de dépôt des offres sans avis de report		✓				
Violation de l'art 70 du CMP : Délai anormalement long entre l'ouverture des plis et l'attribution provisoire du marché		✓			✓	
Violation de l'art 83.3 du CMP : Défaut d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres		✓				
Violation de l'art 83.3 du CMP : Défaut d'attestations de main levée des garanties de soumission		✓				
Violation de l'article 134 du CMP sur l'application des pénalités de retard					✓	
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés		✓				

Description	DRP N° APIX/DPM/2011 ETUDE POUR LA DETERMINATION DES TAUX D'INTERETS DES CREDITS AU SENEGAL	DRP N° SELECTION D'UN CONSULTANT POUR L'ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL DU PROJET DE REALISATION CLES EN MAINS D'UNE CENTRALE DIESEL 70 MW EN GROUPE CONTAINERISES FONCTIONNANT AU HFO A TOBENE	DC N° REALISATION D'UN CAHIER DE L'INVESTISSEUR DANS LE SECTEUR DU TOURISME APIX/Ct/PPIP/N°9/11	DC INSTALLATION ET PARAMETRAGE DE L'APPLICATION POUR LA GESTION DU RCCM
Nature	P I	P I	P I	Services
Attributaires	MAMA DIAKHOUNPA	SERIGNE MOUHAMADOU DIOP	BASSIROU BA	ITECH SOLUTION
Montants en F CFA TTC	24 839 000	29 417 400	17 500 000	15 218 460
Violation de l'art 39 sur les convocations à adresser aux membres de la commission des marchés	✓	✓	✓	✓
Défaut de mention dans la lettre d'invitation à soumissionner l'identité de tous les candidats présélectionnés	✓			
Violation de la circulaire 004 du Premier Ministre : Défaut d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres		✓	✓	✓
Violation de l'art 83.2 du CMP : Procès verbal d'attribution non établi	✓	✓		
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓	✓
Violation de l'art 80 sur la procédure de passation des marchés de prestations intellectuelles			✓	
Mode de passation du marché utilisé inapproprié			✓	

Description	DRP N° ACQUISITION DE MATERIEL INFORMATIQUE POUR APIX SA	DRP N° 08 FOURNITURE DE 4 750 TEE- SHIRTS ET 3 500 CASQUETTES POUR APIX SA	DRP N° REALISATION D'UN CAHIER DE L'INVESTISSEUR TIC ET TELESERVICES EN FRANÇAIS ET EN ANGLAIS	DRP N° FOURNITURE DE KITS GOANA, FOURNITURE DE KITS GOANA, AGRICULTURE ET ELEVAGE
Nature	Fournitures	Fournitures	P I	Fournitures
Attributaires	PRESTILUX	REPRO SYSTEM SARL	MOUHAMED MAHI SY	AG PARTNERS
Montants en F CFA TTC	18 281 740	9 617 000	23 010 000	19 416 900
Violation de l'art 39 sur les convocations à adresser aux membres de la commission des marchés	✓	✓	✓	✓
Défaut de mention dans la lettre d'invitation à soumissionner de l'identité de tous les candidats présélectionnés		✓		✓
Violation de la circulaire 004 du Premier Ministre : Défaut d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres		✓	✓	✓
Violation de l'art 83.2 du CMP : Procès verbal d'attribution non établi		✓		
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓	✓
Violation de l'art 85 du CMP : Contrats non soumis aux formalités de l'immatriculation		✓	✓	✓
TVA non précomptée et non acquittée	✓			
Violation de l'art 70 du CMP : Délai anormalement longs entre l'ouverture des plis et l'attribution provisoire	✓			
Mode de passation du marché utilisé inapproprié			✓	

Description	DRP POUR LA FOURNITURE DE SUPPORTS GENERIQUES ET DE LA NEWSLETTER POUR APIX	DRP PORTANT TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES LOCAUX DE LA CNES	DRP AVENANT N°1 /APIX/GIESSBATICO M/PPIP/38/11	DC REALISATION D'UN FILM PROMOTIONNEL SUR LE SENEGAL COMME DESTINATION D'INVESTISSEMENT CONTRAT N° APIX/PRIME MEDIACOM/PPIP/26/1 1	DRP REALISATION DE LA MISSION RELATIVE A LA REACTUALISATION DE L'ETUDE PORTANT SUR LE MARCHE D'INTERET NATIONAL A DIAMNIADIO
Nature	Fourniture	Travaux	Travaux	Services	P I
Attributaires	POLYCHROME	SSBATICO	SSBATICO	PRIME MEDIACOM	TAMSIR SALIF SOW
Montants en F CFA TTC	21 939 800	8 605 421	1 310 980	17 641 000	22 880 200
Violation de l'art 39 sur les convocations à adresser aux membres de la commission des marchés		✓	✓		
Défaut de mention dans la lettre d'invitation à soumissionner de l'identité de tous les candidats présélectionnés	✓	✓	✓		
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés				✓	✓
Mode de passation du marché utilisé inapproprié					✓

SECTION 2
CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation des marchés publics.

Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2010 et, en référence au Code des Marchés Publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics des autorités contractantes indiquées dans les termes de référence de la mission.

2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION

2.2.1 Objectifs Généraux

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 Décembre 2010, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes avec pour objectifs:

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics ;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

2.2.2 Objectifs Spécifiques

Il s'agira dans le cadre de cette mission:

- d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante ;
- de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics ;
- de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;
- d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;
- de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;
- d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et

déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;

- d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation des marchés et des différents contrôles internes ;
- de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuierons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

En fin de mission, une session de formation de deux jours sera organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

2.2.3 Etendue des travaux effectués

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2010, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références:

- a) en début de mission, à la sélectionner d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; **l'échantillon est composé comme suit :**

- au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation des marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;

- b) à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- c) à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- d) à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e) à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- f) à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés,
- g) à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- h) à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE

Nous devons procéder, comme indiqué dans les termes de référence, à un deuxième échantillonnage de marchés qui ont été soumis à une vérification physique approfondie. Ce contrôle physique doit porter sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Le contrôle physique a porté pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants:

- contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;

- justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises ont porté sur :

- la conformité physique des travaux avec les procès verbaux de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- etc.

L'Audit de l'exécution physique constituera la deuxième phase de la mission et fera l'objet d'un rapport séparé.

2.2.4 Rapports émis au terme de la mission

Comme indiqué dans les termes de référence, nous produirons à l'issue de la mission et pour chaque autorité contractante les documents ci après :

- un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2 mois après le début des prestations et,
- un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes. Ces différents rapports seront soumis sur support informatique.

Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports comprennent également un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes). Ce sous rapport porte sur l'analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

Les rapports ont été élaborés conformément aux indications des termes de référence.

SECTION 3 APPROCHE METHODOLOGIQUE

3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Pour atteindre les objectifs décrits ci – avant, nous avons mis en œuvre les phases de travaux ci - après :

3.1 PHASE N° 1 - REVUE APPROFONDIE DES TEXTES DE REFERENCE

Nous avons effectué à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- loi 90-07 du 20 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2011 – 04 du 06 janvier 2011 modifiant et complétant le décret N° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010 – 1188 du 13 septembre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010-1396 du 20 octobre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret n° 2007-1591 du 31 Décembre portant application de la loi 2007-13 du 19 Février 2007 ;
- décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- arrêté du Premier Ministre 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du NCMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté du MEF 11 583 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 111 du NCMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;

- arrêté du MEF 11 584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- arrêté 11 585 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du NCMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;
- arrêté 11 586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du NCMP relatif aux CPM et CM ;
- arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- arrêté 11 588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du NCMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions des Marchés des Autorités Contractantes ;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 004 du 31 mars 2009 portant mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- loi n° 2007-13 du 19 Février 2007 autorisant la création d'une société anonyme à participation publique majoritaire dénommée « APIX SA », modifiée par la loi n° 2007-33 du 31 Décembre 2007 ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- décret 2003 – 101 du 13 mars 2003 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- loi 68-08 du 26 mars 1968 portant code des obligations civiles et commerciales du Sénégal ;

3.2 PHASE N° 2 - ANALYSE DE L'ORGANISATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement de l'APIX SA pour apprécier la capacité des structures et des systèmes à mettre en œuvre de manière efficace les procédures d'exécution et de contrôle des opérations de passation des marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre les modules de travaux ci – après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place au regard des dispositions de l'article 35 du CMP, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
- appréciation de la capacité des acteurs de la passation des marchés à gérer la commande publique au regard de leur cursus académique et professionnel ;
- contrôle de la régularité des dépenses ;
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

Cette analyse de l'environnement de la passation des marchés revêt une importance de tout premier plan dans l'approche risque que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission. En effet, le risque d'audit comprend une composante risque inhérent portant sur l'environnement et liée à l'intégrité, à l'expérience, à la compétence de la direction, aux pressions fortes qu'elle est susceptible de subir. Notre programme de vérification a été par conséquent modulé pour circonscrire ce risque inhérent de manière à réduire le risque d'audit. Par ailleurs, l'analyse approfondie des procédures et du système de contrôle interne évoquée ci – avant, nous a permis de circonscrire le risque de contrôle dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Ainsi, notre analyse des trois systèmes d'organisation, d'information et de contrôle nous a permis de faire une évaluation de la pertinence de la définition des pouvoirs, des responsabilités et de la séparation des fonctions d'une part et, d'autre part, d'évaluer la capacité desdits systèmes à maîtriser les risques liés aux opérations de passation des marchés relativement aux assertions d'audit. Cette phase est au cœur de l'approche par les risques que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission.

3.3 PHASE N° 3 - VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES

La mise en œuvre de l'approche par les risques ci – avant mentionnée nous a conduits à procéder par sondage « ...un audit consiste à examiner par sondage les éléments probants... » et il s'agit d'être raisonnablement sûr qu'il n'existe pas d'anomalies dites significatives (matérialité ou seuil de signification).

Précisons que les termes de référence ont donné des indications sur la taille des échantillons à constituer pour les différents types de marchés.

Ainsi, pour les besoins de nos travaux, nous avons utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées de manière à couvrir toutes les natures de marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre une approche à deux niveaux qui a comporté la constitution d'un premier échantillon déterminé par sélection systématique ou au hasard sur lequel porteront les vérifications. La nature des anomalies décelées a permis dans certains cas à reconstituer un second échantillon sur lequel porteront également nos vérifications. L'analyse et la projection des résultats permettront soit de tirer des conclusions, soit de réévaluer le risque d'échantillonnage.

Les contrôles préalables suivants seront effectués :

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire et avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs,
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,

- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Pour l'exécution de cette **PHASE N°3**, nous mettrons en œuvre les **MODULES** de travaux ci après qui épousent les contours des différentes étapes de la passation des marchés.

3.3.1 MODULE N° 1 - AUDIT DE LA PREPARATION DES MARCHES

Dans cette étape de contrôle, les questions qui se posent de prime abord sont les suivantes :

- le besoin est – il bien défini, quantifié et valorisé ?

Les contrôles porteront sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, (le risque à circonscrire c'est qu'une **méthode de passation inappropriée** soit utilisée. La démultiplication de procédures de DRP peut cacher un fractionnement des marchés ; tous les **marchés suspects** autrement dit dont le montant avoisine les seuils de passation des marchés par AO seront couverts à 100% ; les marchés attribués à des fournisseurs selon une **fréquence anormalement élevée** seront particulièrement surveillés),
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes (au-delà des autorisations c'est **la question de l'opportunité des ED qui sera examinée** d'une part, **la compétitivité des coûts sera examinée** d'autre part. La nature des informations nécessaires au contrôle des prix de revient est-elle précisée dans le contrat ? Le contrôle des prix de revient est- il effectif ? L'Autorité Contractante est-elle outillée pour effectuer ce contrôle ?
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (il faudra **déceler toutes les entraves au libre accès** à la commande publique),
- au contenu, à la clarté et à l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures, (**appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution**, identification de tous les **critères discriminatoires** constituant des entraves au libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification),
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- à la gestion de la période de préparation des offres notamment la **gestion des interactions avec les soumissionnaires** (réponses dans les formes et les délais requis aux interrogations formelles communiquées à tous les soumissionnaires par la PRM ou la personne désignée à cet effet dans le DAC, informations sur l'ouverture),
- au respect des délais de passation des marchés (appréciation de la performance de l'AC, contrôle de la date d'attribution au regard de la durée de validité des offres et subséquemment application de la formule d'actualisation qui doit figurer dans le DAO).

3.3.2 MODULE N° 2 - AUDIT DE LA GESTION DE L'ATTRIBUTION

- vérification de l'existence des registres des marchés côtés et paraphés (dates d'envoi des DAC, dates d'arrivée des offres, vérification des convocations des membres de la CM),
- vérification du contenu des procès verbaux d'ouverture des offres (la CM est-elle régulière ? le PV est-il conforme à l'esprit du code, se limite-t-il à constater plutôt qu'à prendre des décisions notamment d'élimination inopportune à l'ouverture?),
- vérification de la conformité des informations consignées dans le procès verbaux ou rapports d'évaluation des offres avec le contenu des offres,
- vérification de la **conformité de l'évaluation à l'esprit du code notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation ex - post du soumissionnaire à travers les critères de qualification**,
- vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAC,
- contrôle de l'application des critères de correction des offres financières,
- **contrôle de la réalité économique des prix proposés**,
- **contrôle d'existence des soumissionnaires pour identifier les éventuelles collusions ou les conflits d'intérêt**,
- vérification du contenu des procès verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire),
- vérification du contenu des lettres de notification de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DCMP si requis),
- vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis,
- vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations,
- appréciation de la gestion des recours par l'Autorité Contractante et par l'ARMP,
- vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DCMP),
- vérification de l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- vérification de l'approbation (respect des délais, motifs de rejet éventuel conforme aux dispositions du code à savoir l'absence de crédits suffisants),
- vérification de la publicité des attributions définitives et du contenu des avis,
- vérification du respect des délais de passation des marchés (attribution pendant la période de validité des offres sinon vérifier l'existence d'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres),
- vérification de la restitution des garanties de soumission dans les délais requis.

3.3.3 MODULE N° 3 - AUDIT DE LA GESTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DANS SES ASPECTS ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET PHYSIQUES

- vérification du respect du formalisme de la notification qui fait courir les délais contractuels,
- vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et de leur durée de validité,
- vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- vérification du non paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif,
- vérification du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application des clauses de pénalités,
- vérification du contenu des contrats,
- évaluation de l'organisation mise en place par l'Autorité Contractante pour le suivi de l'exécution du marché (processus de validation des différentes étapes, respect des dispositions relatives au paiement, **contrôle de cohérence entre l'exécution physique et l'exécution financière**),
- vérification de la conformité des avenants éventuels,
- vérification de la gestion des éventuels litiges,
- vérification de la réception effective des biens et services (**vérification de la matérialité des prestations**, vérification de la régularité des commissions de réceptions, vérification de l'enregistrement en comptabilité matières),
- vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution et garantie décennale),
- vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis.

SECTION 4 RESULTATS DES TRAVAUX

4. RESULTATS DES TRAVAUX

4.1 REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

4.1.1 COMMISSION DES MARCHES

La Commission des Marchés (CM) de l'APIX SA, compétente pour les opérations de passation des marchés, a été instituée comme stipulé dans l'arrêté N° 11 588 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés.

Le premier acte de nomination des membres de la Commission des Marchés a été pris le 13 Janvier 2011 et transmis à la DCMP le 19 janvier 2011 alors que l'article 36-1 dispose que cette nomination des membres de la CM doit intervenir au plus tard le 5 janvier de l'exercice en cours.

Les représentants de la tutelle (Présidence de la République) tout comme du Contrôle Financier au sein de la Commission des Marchés de l'APIX SA ont été également désignés le 13 janvier 2011 (Note de Service N° 0156/APIX/SG/SPM).

Le suppléant du Président de la Commission des Marchés n'a pas été désigné sur cet acte de nomination qui nous a été transmis. La DCMP, fait, le 23 mai 2011 (lettre N° 2270/MEF/DCMP) une observation concernant la nomination éventuelle d'un suppléant du président de la CM.

Enfin, un dernier acte a été pris à nouveau en date du 19 août 2011 (Note de Service N° 3179/APIX/SG/SPM), pour désigner un nouveau Président de la CM.

Une commission ad hoc a été mise en place pour les dossiers concernant la mise en œuvre du Plan Takkal le 21 janvier 2011 (Note de service N° 0275/APIX/SG/SPM) au sein de l'APIX comprenant outre, les membres de la CM désignés le 13 janvier 2011, un représentant du Ministère Chargé des Finances et deux représentants du Ministère Chargé de l'Energie, désignés par leurs tutelles respectives. Nous rappelons que les membres de cette commission ad hoc sont soumis au même titre que les membres de la Commission des Marchés à la signature de l'attestation de la charte d'éthique et de transparence en matière de passation des marchés publics et sont également tenus aux mêmes obligations de déclaration de conflit d'intérêt et de secret que les membres des commissions des marchés (article 38 du CMP).

4.1.2 CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

La Cellule de Passation des Marchés a également été instituée conformément à l'arrêté N° 11 586 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Cellules de Passation des Marchés. L'acte de nomination des membres de la Cellule de Passation des Marchés (CPM) a été pris en date du 13 Janvier 2011 (Note de Service N° 0155/APIX/SG/SPM) et transmis le 19 janvier 2011 à la DCMP. Un deuxième acte de nomination est pris le 02 mai 2011 (Note de service N° 2108/APIX/SG/SPM) modifiant le premier acte sur le rajout d'un membre à la CPM.

L'examen des marchés a cependant montré que certains marchés ont été traités comme des marchés de services. L'erreur d'appréciation du type de marché (prestations intellectuelles ou services) a fait que la procédure appropriée n'a pas été appliquée et n'a pas été en phase avec celle définie dans l'article 80 du CMP.

Il convient de préciser que les marchés de prestations intellectuelles ont pour objet la réalisation d'études, de travaux de recherche, de services de conseils, de prestations d'ingénierie ou d'assistance qui ne produisent pas un résultat physiquement mesurable ou apparent, art 4.26 du CMP.

4.1.3 CHARTE D'ETHIQUE ET DE TRANSPARENCE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS

Les attestations de prise de connaissance de la **charte d'éthique et de transparence en matière de marchés publics** nous ont été communiquées. Ils ont été signés pour la plupart en janvier 2011. Les supports de leur transmission à la DCMP ont été mis à notre disposition.

4.1.4 DOCUMENTS DE PROGRAMMATION DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous devons procéder à la revue du Plan de Passation des Marchés de l'APIX SA, de l'état d'exécution dudit PPM, de l'avis général de passation des marchés et apprécier leur établissement conforme aux modèles prescrits par la DCMP.

4.1.4.1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES

La Plan de Passation des Marchés a été confectionné, révisé à cinq (5) reprises et a été transmis à la DCMP conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP. Il est présenté dans le format défini par la DCMP et comprend, outre les appels d'offres, la liste des Demandes de Renseignements et de Prix et comporte les estimations de coûts.

Il a cependant été noté que les marchés passés par entente directe n'ont pas été inscrits dans les cinq versions du PPM confectionnées par l'AC.

4.1.4.2 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

L'AGPM a été publié dans le Quotidien « Le Soleil » du 17 janvier 2011. L'Autorité Contractante s'est acquittée de son obligation d'information des soumissionnaires potentiels et l'a fait dans la période voulue puisqu'il est fait obligation à chaque AC de publier un AGPM au plus tard le 31 janvier de l'année en cours.

4.1.5 RAPPEL DES SEUILS APPLICABLES A L'APIX SA

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés de l'APIX SA sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A L'APIX EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 11 580, 11 583 ET 11 584 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTICLES 140, 113 ET 114 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Type de marchés	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur Rapport d'évaluation	Seuil de contrôle DCMP sur Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	50	600	400	800	≥ 60	≥ 35
Fournitures et services	30	400	200	400	≥ 30	≥ 25
Prestations Intellectuelles	30	200	200	350	NA	≥ 35

4.2 EXAMEN DES MARCHES

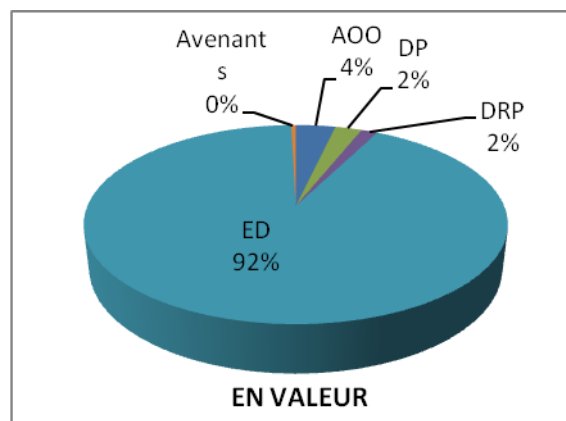
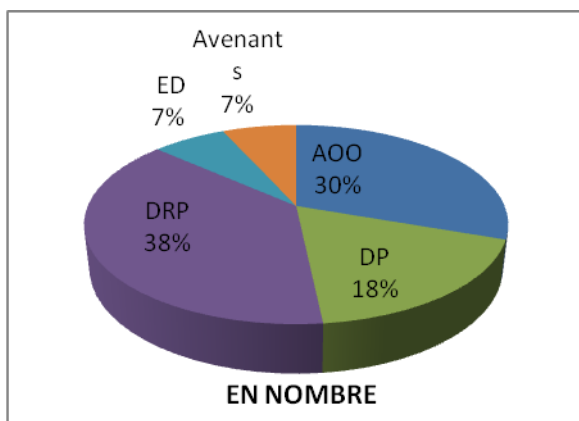
4.2.1 PERIMETRE COUVERT PAR NOS TRAVAUX

Le tableau récapitulatif ci – après donne le volume et la valeur des marchés présentés et des marchés couverts :

Tableau récapitulatif des marchés présentés et revus par mode de passation

Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2010		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appels d'offres ouverts (AOO)	27	1 191 049 995	5	345 414 448	18,52	29%
Appels d'offres restreints (AOR)	-	-	-	-	-	-
Demandes de Propositions (DP)	16	794 467 231	6	336 238 742	37,50	42%
Demandes de Renseignements et de Prix (DRP)	34	486 304 730	12	228 367 101	35,29	47%
Ententes directes (ED)	6	30 170 543 005	6	30 170 543 005	100,00	100%
Avenants	6	137 762 567	6	137 762 567	100,00	100%
Total	89	32 780 127 528	35	31 218 325 863	39,33	95%

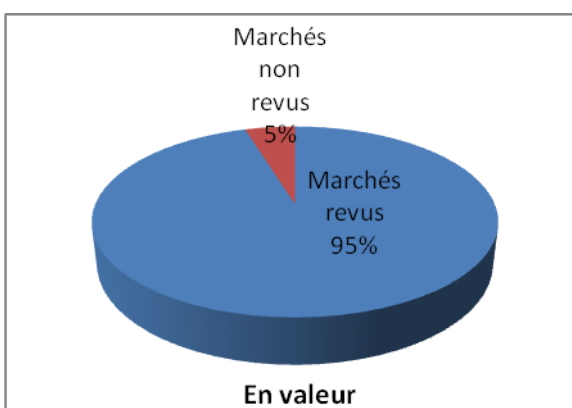
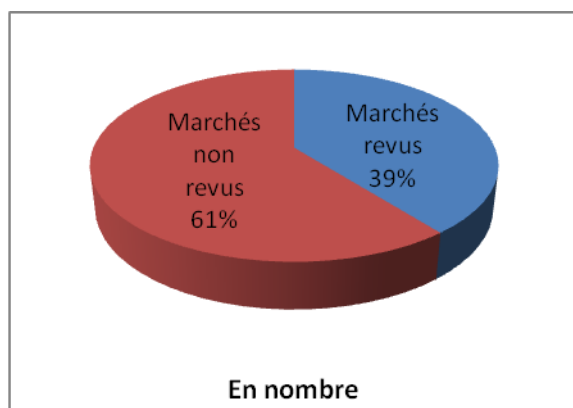
La répartition des marchés présentés et couverts se présente comme suit :



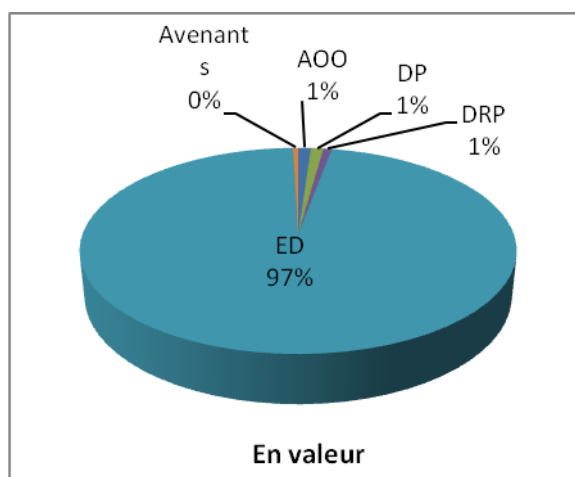
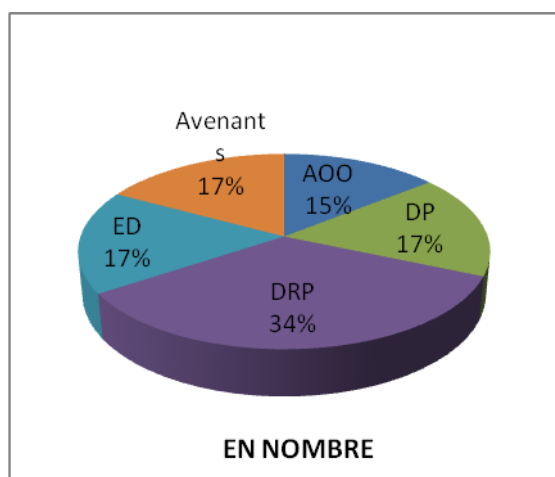
CARTOGRAPHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

Les diagrammes ci – après illustrent la couverture globale des marchés par nos travaux et la répartition des marchés couverts par mode de passation.

Nous avons examiné les 6 ententes directes (100 % en nombre et 100 % en valeur), 5 appels d’offres sur les 27 (18,52 % en nombre et 29,00 % en valeur), 6 demandes de propositions sur les 16 (37,50 % en nombre et 42,32 % en valeur), 6 avenants, (100 % en nombre et 100 % en valeur) et 12 des 34 DRP dont 3 demandes de cotation (35,29 % en nombre et 46,96% en valeur) passés par l’APIX SA soit un taux de couverture de 39,33 % en nombre et 95,24 % en valeur.



CARTOGRAPHIE DES MARCHES COUVERTS EN NOMBRE ET EN VALEUR



DISTRIBUTION DES MARCHES COUVERTS PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

4.2.2 MARCHES CONCLUS SUITE A UNE ENTENTE DIRECTE

ED N° APIX/ABB/ENERGIE/09/11 FOURNITURE DE TRANSFORMATEURS DE COURANTS ET DISJONCTEURS	
Date de la requête de l'APIX adressée au PM	-
Date de l'autorisation du PM	10 janvier 2011
Date de souscription	15 février 2011
Date de l'attestation d'existence de crédits	-
Date d'approbation	21 février 2011
Date d'immatriculation	-
Date de notification	-
Date d'enregistrement	25 février 2011
Délai d'exécution	7 semaines pour transformateurs, 12 semaines pour les disjoncteurs
Date de réception provisoire	07 juin 2011
Attributaire	ABB Technologies S.A.
Montant en F CFA TTC	38 836 279 F CFA TTC
Non conformités	<p>Ce marché n'est pas dans le PPM et ne figure pas non plus dans l'AGPM en violation des dispositions de l'article 6 du CPM ;</p> <p>Cette entente directe a été autorisée par le Premier Ministre sur la base de l'article 76 alinéa d) du décret N° 2010-1188 du 13 septembre 2010 modifiant et complétant le décret 2007-545 portant Code des Marchés Publics. L'autorisation accordée par le Premier Ministre (lettre N° 0040 du 10 janvier 2011) est de portée générale et ne donne aucune indication sur l'identité des attributaires pressentis et sur les montants prévisionnels des différents marchés à conclure. Cette procédure d'autorisation s'assimile plus à une dérogation pour la passation de marchés relatifs à une catégorie donnée de prestations qu'à une application de l'article 76 du CMP. Or, seul un texte réglementaire et non une simple lettre du PM, peut accorder une telle dérogation ;</p> <p>Sous ce rapport, la caractérisation « Priorité Urgence Absolue » de ce marché est injustifiée. Enfin, la délivrance d'une autorisation de contracter par entente directe de portée générale qui revêt plutôt les caractéristiques d'une dérogation pour des activités données, n'est pas conforme à l'esprit du code car lesdites autorisations doivent porter sur des marchés individualisés avec des prestataires identifiés et des montants déterminés.</p>
Recommandations	<p>Veiller au respect des dispositions de l'article 6 du CMP ;</p> <p>Se conformer à l'article 76 du CMP, pour la passation de marchés par entente directe ;</p> <p>Veiller au classement et à l'archivage exhaustif des documents de passation des marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Veiller au respect des dispositions de l'article 6 du CMP.</p> <p><i>La non inscription au PPM et dans l'AGPM découle des conditions d'urgence absolue qui fondent l'autorisation du PM.</i></p> <p>Se conformer à l'article 76 du CMP, pour la passation de</p>

	<p>marchés par entente directe.</p> <p><i>Cette entente directe a été autorisée par le Premier Ministre sur la base de l'article 76 alinéa d) du décret N° 2010-1188 du 13 septembre 2010 modifiant et complétant le décret 2007-545 portant Code des Marchés Publics.</i></p> <p><i>Ledit article stipule que « les marchés classés Priorité urgence absolue par le Premier ministre ne sont pas soumis à l'obligation d'appel à la concurrence ». L'autorisation du PM porte sur la location « auprès d'un ou plusieurs opérateurs d'une capacité de production d'électricité de 150 MW de puissance électrique en une ou plusieurs tranches, et à acquérir les équipements nécessaires (transformateur, etc...). En conséquence, l'autorisation n'est pas de portée générale. En tout état de cause, la forme de l'autorisation du PM n'est pas opposable à l'Autorité contractante (APIX).</i></p> <p>Veiller au classement et à l'archivage exhaustif des documents de passation des marchés.</p> <p>L'observation ne reprend aucune non-conformité signalée dans la rubrique concernée. Du reste le dossier ne présente aucun problème de classement et d'archivage.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Sur la non inscription du marché dans le PPM, , il convient de noter que le PPM est révisable aux termes de l'article 6 du CMP. Et c'est au regard de ce texte que l'APIX a eu à mettre à jour à quatre reprises son PPM (03 Janvier 2011, 05 Janvier 2011, 01 Juin 2011 et 27 Septembre 2011). Le marché en question ayant été lancé en Février 2011, l'APIX aurait pu l'inscrire dans le PPM, dans le cadre des mises à jour.</p> <p>Sur l'autorisation du Premier Ministre, nous convenons avec vous que la forme de l'autorisation n'est pas opposable à l'Autorité Contractante mais à l'autorité qui l'a donnée. Nous maintenons les observations formulées sur cette dérogation non sous tendue par un texte réglementaire.</p> <p>Sur le classement et l'archivage des documents de passation, nous prenons acte de vos commentaires.</p>

ED N° C/APIX/PADD/UGP/10/11 Facilitation et accompagnement social dans le cadre de la réinstallation des populations touchées par le projet Autoroute Lot 1 : Communes d'Arrondissements de Guinaw Rail Nord et Guinaw Rail Sud		ED N° C/APIX/PADD/UGP/11/11 Facilitation et accompagnement social dans le cadre du déplacement et de la réinstallation des populations touchées par le projet Autoroute Lot 2 : Communes d'Arrondissements de Tivaouane Gare et Diamaguene Sicap Mbaou		Avenant N° 1 au marché C/APIX/PADD/UGP/10/11 Facilitation et accompagnement social dans le cadre du déplacement et de la réinstallation des populations touchées par le projet Autoroute Lot 1 : Communes d'Arrondissements de Guinaw Rail Nord et Guinaw Rail Sud	Avenant N° 1 au marché C/APIX/PADD/UGP/11/11 Facilitation et accompagnement social dans le cadre du déplacement et de la réinstallation des populations touchées par le projet Autoroute Lot 2 : Communes d'Arrondissements de Tivaouane Gare et Diamaguene Sicap Mbaou
Date de l'ANO de l'IDA sur le marché	28 octobre 2011	-	-	-	-
Date de souscription	-	-	21 décembre 2011	21 décembre 2011	21 décembre 2011
Date de l'attestation d'existence de crédits	-	-	-	-	-
Date d'approbation	31 octobre 2011	31 octobre 2011	21 décembre 2011	21 décembre 2011	21 décembre 2011
Date de l'ANO de l'IDA sur l'avenant	-	-	27 décembre 2011	-	-
Date d'immatriculation	-	-	-	-	-
Date de notification	-	-	29 décembre 2011	29 décembre 2011	29 décembre 2011
Date d'enregistrement des contrats	07 décembre 2011	12 décembre 2011	03 janvier 2012	06 janvier 2012	06 janvier 2012
Délai d'exécution	3 mois	3 mois	1 ^{er} janvier 2012 au 31 mars 2012	1 ^{er} janvier 2012 au 31 mars 2012	1 ^{er} janvier 2012 au 31 mars 2012
Attributaire	ENDA ECOPOP	MS & ASSOCIES	ENDA ECOPOP	MS & ASSOCIES	MS & ASSOCIES
Montant en F CFA TTC	17 100 000 F CFA HT	20 886 864 F CFA HT 24 646 500 F CFA TTC	8 550 000 F CFA HT	10 888 864 F CFA HT 12 848 860 F CFA TTC	10 888 864 F CFA HT 12 848 860 F CFA TTC
Non conformités	Ces marchés n'ont été inscrits ni dans le PPM ni dans l'AGPM en violation des dispositions de l'article 6 du CPM. ; .		Les montants des avenants représentent respectivement 50% et 52% des montants initiaux des lots 1 et 2 en violation de l'article 24 du CMP qui stipule que le montant des avenants ne doit en aucun cas dépasser 30% du montant du marché initial.		
Recommandations	Veiller au respect des dispositions de l'article 6 du CMP ; Se conformer à l'article 76 du CMP pour la passation de		Se conformer aux dispositions de l'article 24 du CMP.		

	<p>marchés par entente directe ;</p> <p>Veiller au classement et à l'archivage exhaustif des documents de passation des marchés.</p>	
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p><i>Ces marchés concernent le projet Autoroute à péage et sont financés par la Banque mondiale. Il convient de rappeler, conformément à l'article 3 du CMP, que le dossier doit être analysé à la lumière des Directives du bailleur de fonds (la banque mondiale) et non du CMP.</i></p> <p><i>Les marchés en question n'ont pas été autorisés par le Premier Ministre mais ont plutôt fait l'objet d'une non objection accordée par la Banque sur la base des procédures indiquées dans les Directives de passation de marchés, lesquelles prévoient de passer un marché par entente directe avec un consultant qui a réalisé une prestation initiale similaire passée par appel d'offres et qui a donné satisfaction (articles 3.10.a et 3.11 des Directives de passation de marchés de consultants).</i></p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 6 du CMP.</p> <p><i>La procédure a été menée conformément aux procédures du bailleur. De plus, s'agissant de ce type de marché, l'inscription au PPM ne s'impose pas puisqu'il s'agit d'une reconduction de contrat.</i></p> <p>Se conformer à l'article 76 du CMP pour la passation de marchés par entente directe.</p> <p><i>Conformément à l'article 3 du CMP, le dossier doit être analysé à la lumière des Directives de la Banque mondiale et non du CMP (articles 3.10.a et 3.11 des Directives de</i></p>	

	<p><i>passation de marchés de consultants).</i></p> <p><i>Concernant les seuils des avenants, il est rappelé que conformément à l'article 3 du CMP, le dossier doit être analysé à la lumière des Directives de la Banque mondiale et non du CMP et que le bailleur a émis un avis de non objection sur la procédure et les montants des avenants.</i></p>	
Appréciation du Consultant	<p>Nous convenons avec vous que pour les marchés financés par la Banque Mondiale ce sont bien les Directives de l'IDA qui s'appliquent dès lors que la convention de financement comprend cette disposition.</p>	

ED LOCATION ET EXPLOITATION D'UNE PUISSANCE DE 150 MW AU DIESEL POUR SENELEC	
Date de l'autorisation du Premier Ministre	10 Janvier 2011
Date d'invitation des candidats	27 Janvier 2011
Date de dépôt des offres	03 Février 2011 à 10 heures
Date d'avis de la DCMP sur le projet de contrat	25 Février 2011
Date de souscription	10 Mars 2011 Avenant I 05 Juillet 2011 Avenant II 28 Juillet 2011 Avenant III 21 Octobre 2011 Avenant IV 11 Septembre 2012 Avenant V 18 Septembre 2012 Avenant VI 26 Novembre 2012
Date de l'attestation d'existence de crédits	31 Mars 2011
Date d'approbation	
Date d'immatriculation	
Date de notification	
Date d'enregistrement des contrats	07 Avril 2011 Avenant I 28 Décembre 2011 Avenant II 28 Décembre 2011 Avenant III Avenant IV 31 Octobre 2012 Avenant V 31 Octobre 2012 Avenant VI 19 Décembre 2012
Délai d'exécution	16 mois après la date de mise en service de la centrale, pour la tranche ferme, 12 mois après la remise d'un ordre de service de démarrage et d'une SBLC, pour la tranche conditionnelle.
Attributaire	APR ENERGY LLC
Montant en F CFA TTC	29 924 160 000 FCFA HT HD
Cas limitatifs pour passer une ED	<p>L'APIX a requis l'autorisation du Premier Ministre de classer un lot de Marchés relatifs à l'accroissement des capacités de production d'énergie de la SENELEC, dont ce marché ci, sous le régime « priorité- urgence absolue ».</p> <p>C'est en date du 10 Janvier 2011 que le PM a donné son autorisation.</p> <p>Cependant, dans la lettre d'invitation envoyée aux candidats, l'APIX fait référence à l'article 76.2 du CMP pour recourir à l'entente directe. Or, cet article fait référence à l'avis de la DCMP et non à l'autorisation du Premier Ministre. Les seuls cas pour lesquels l'article 76 du CMP fait référence à l'intervention du PM dans la procédure, c'est lorsque la DCMP émet un avis négatif auquel cas l'Autorité Contractante, après en avoir informé le PM saisit le CRD de l'ARMP. C'est à ce stade que le PM peut intervenir pour certifier que des circonstances exceptionnelles ou des motifs</p>

	<p>impérieux doivent entraîner la poursuite de la procédure.</p> <p>L'autorisation accordée par le Premier Ministre (lettre N° 0040 du 10 janvier 2011) ne donne aucune indication sur l'identité des attributaires pressentis et sur les montants prévisionnels des différents marchés à conclure. Cette procédure d'autorisation s'assimile plus à une dérogation pour la passation de marchés relatifs à une catégorie donnée de prestations qu'à une application de l'article 76 du CMP. Or, seul un texte réglementaire et non une simple lettre du PM peut accorder une telle dérogation.</p> <p>Sous ce rapport, la caractérisation « Priorité Urgence Absolue » de ce marché est injustifiée. Enfin, la délivrance d'une autorisation de contracter par entente directe qui revêt plutôt les caractéristiques d'une dérogation pour des activités données, n'est pas conforme à l'esprit du code car lesdites autorisations doivent porter sur des marchés individualisés avec des prestataires identifiés et des montants déterminés.</p> <p>Nous notons que quand bien même elle avait l'autorisation de passer un marché par Entente Directe, l'APIX a choisi par souci de transparence, de dérouler une procédure d'appel à la concurrence sur deux consultations, en invitant 11 prestataires pour la consultation 1 « déploiement de 150 MW au DO en deux phases et 18 prestataires pour la consultation 2 « déploiement de 100 à 180 MW au FO en deux (2) lots</p> <p>Pour la consultation I, 3 offres ont été reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> - APR ENERGY (USA) - AGGREKO (France) - MRI (Bénin) <p>Pour la consultation II, 3 offres ont été reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> - STARTEN (Côte d'Ivoire/ Israël) - AGGREKO (France) - MARISON (USA)
Non conformités	<p>La délivrance d'une autorisation de contracter par entente directe de portée générale n'est pas conforme à l'esprit du code car lesdites autorisations doivent porter sur des marchés individualisés avec des prestataires identifiés et des montants déterminés ;</p> <p>L'avenant III n'a pas été soumis aux formalités de l'enregistrement.</p>
Recommandations	<p>Se conformer à l'art 76 sur la passation des Ententes Directes ;</p> <p>Demander aux titulaires de marchés d'enregistrer les contrats avant la mise en règlement des factures (article 424du CGI) ;</p> <p>Faire immatriculer les marchés avant leur notification.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Se conformer à l'article 76 sur la passation des ententes directes.</p> <p><i>Cette entente directe a été autorisée par le Premier Ministre sur la base de l'article 76 alinéa d) du décret N° 2010-1188 du 13 septembre 2010 modifiant et complétant le décret 2007-545 portant Code des Marchés Publics.</i></p> <p><i>Ledit article stipule que « les marchés classés Priorité urgence absolue par le Premier ministre ne sont pas soumis à l'obligation d'appel à la</i></p>

	<p><i>concurrence ».</i></p> <p><i>L'autorisation du Premier Ministre porte sur la location « auprès d'un ou plusieurs opérateurs d'une capacité de production d'électricité de 150 MW de puissance électrique en une ou plusieurs tranches, et à acquérir les équipements nécessaires (transformateur, etc...). En conséquence, l'autorisation n'est pas de portée générale. En tout état de cause, la forme de l'autorisation du PM n'est pas opposable à l'Autorité contractante (APIX).</i></p> <p>Demander aux titulaires de marchés d'enregistrer les contrats avant la mise en règlement des factures (article 424 du CGI)</p> <p><i>L'avenant en question a été bien enregistré, tout comme les autres avenants. Le document est disponible et peut être mis à la disposition de l'auditeur.</i></p>
Appréciation du Consultant	<p>Sur l'autorisation du Premier Ministre, nous convenons avec vous que la forme de l'autorisation n'est pas opposable à l'Autorité Contractante. Nous maintenons les observations formulées sur cette dérogation non sous tendue par un texte réglementaire.</p> <p>Sur l'enregistrement du marché passé par avenant, nous prenons acte du justificatif que vous avez joint à votre réponse et qui aurait dû figurer dans le dossier de marché mis à notre disposition à l'occasion de la revue.</p>

ED : FOURNITURE DE MATERIEL DE RACCORDEMENT DE LA CENTRALE DE LOCATION DE 50 MW DU CAP DES BICHES	
Date de saisine des fournisseurs	03 février 2011
Convocation des membres de la CM	-
Date limite de dépôt des offres	07 février 2011 à 10.H.00
Fournisseurs consultés	LCS – ABB – SAHELGAZ- CGE – elof
Offres reçues	ABB.....63 971 421 FHTVA LSE.....53 857 363 FHTVA
Attributaire	LSE
Montant du marché en HTVA	53 857 363
Montant retenu sur contrat	60 099 335 FCFA HTVA 70 917 215 FCFA TTC
Contrat enregistré	21 février 2011
Notification d'attribution	28 février 2011 avec AC de réception sur montant 70 917 215 FCFA TTC
Non conformités	<p>Ce marché a été autorisé par le Premier Ministre sur la base de l'article 76 alinéa d) du décret N° 2010-1188 du 13 septembre 2010 modifiant et complétant le décret 2007-545 portant Code des Marchés Publics. L'autorisation accordée par le Premier Ministre (lettre N° 0040 du 10 janvier 2011) ne donne aucune indication sur l'identité des attributaires pressentis et sur les montants prévisionnels des différents marchés à conclure. Cette procédure d'autorisation s'assimile plus à une dérogation pour la passation de marchés relatifs à une catégorie donnée de prestations qu'à une application de l'article 76 du CMP. Or, seul un texte réglementaire et non une simple lettre du PM, peut accorder une telle dérogation ;</p> <p>Sous ce rapport, la caractérisation « Priorité Urgence Absolue » de ce marché est injustifiée. Enfin, la délivrance d'une autorisation de contracter par entente directe qui revêt plutôt les caractéristiques d'une dérogation pour des activités données, n'est pas conforme à l'esprit du code car lesdites autorisations doivent porter sur des marchés individualisés avec des prestataires identifiés et des montants déterminés.</p>
Recommandations	Se conformer aux dispositions de l'article 76 du CMP.
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Se conformer aux dispositions de l'article 76 du CMP</p> <p><i>L'autorisation du PM porte sur la location « auprès d'un ou plusieurs opérateurs d'une capacité de production d'électricité de 150 MW de puissance électrique en une ou plusieurs tranches, et à acquérir les équipements nécessaires (transformateur, etc...). En conséquence, l'autorisation n'est pas de portée générale. En tout état de cause, la forme de l'autorisation du PM n'est pas opposable à l'Autorité contractante (APIX).</i></p>
Appréciations du Consultant	Sur l'autorisation du Premier Ministre, nous convenons avec vous que la forme de l'autorisation n'est pas opposable à l'Autorité Contractante. Nous maintenons les observations formulées sur cette dérogation non sous tendue par un texte réglementaire.

ED : DP POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSEILLER FINANCIER	
Montant du contrat	A rémunération forfaitaire 120 000 EUROS HT soit 78 714 840 FCFAHT -
Financement Banque Mondiale	
Attributaire	COMPAGNIE BENJAMIN DE ROTHSCHILD S.A
Date de souscription	20 octobre 2011
Date d'approbation	17 novembre 2011
Date de notification	22 janvier 2013
Non conformités	RAS
Recommandations	
Commentaires de l'autorité contractante	
Appréciations du consultant	

4.2.3 MARCHES CONCLUS SUITE A UNE DEMANDE DE PROPOSITIONS

AMI N° APIX/C/DPA/02/11 MISE EN PLACE DU SYSTEME DE SUIVI DE LA REINSTALLATION DES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET D'AUTOROUTE A PEAGE DAKAR-DIAMNIADIO, SUR LE TRONÇON PIKINE-KEUR MASSAR	
Date d'ANO de l'IDA sur les TDR	04 janvier 2011
Date de l'AGPM	Le Soleil du 17 janvier 2011
Date de publication de la Manifestation d'intérêt	Le Soleil du 17 janvier 2011
Date de dépôt et d'ouverture des MI	03 février 2011
Délai de préparation des offres	17 jours
Date d'évaluation des MI	-
Date de validation de la liste restreinte par la CM	-
Date d'invitation aux candidats présélectionnés pour la DP	24 mai 2011
Date de dépôt et d'ouverture des DP	27 juin 2011
Délai de préparation des DP	34 jours
Durée de validité des offres	90 jours après la date de soumission
Date de l'évaluation des offres techniques	17 juillet 2011
Date d'invitation à l'ouverture des offres financières et des lettres d'information aux candidats non retenus	25 juillet 2011
Date de l'ouverture des offres financières	28 juillet 2011
Date de publication d'attribution provisoire	Le Soleil du 18 août 2011
Date de notification d'attribution	05 septembre 2011
Date de publication d'attribution définitive	Le Soleil du 28 septembre 2011
Date de souscription	05 septembre 2011
Date d'approbation	05 septembre 2011
Date d'enregistrement du contrat	08 septembre 2011
Date de la négociation du contrat	19 août 2011
Délai d'exécution	12 mois renouvelables
Attributaire	GROUPEMENT INGESAHEL / ENDA GRAF 3D
Montant du marché en F CFA	94 150 000 F CFA TTC
Notification et publicité de l'attribution provisoire	

Publicité de l'attribution définitive Notification de l'attribution définitive et invitation à négocier	-
Non conformités	<p>Le Procès-verbal d'ouverture n'indique pas si les candidats ou leurs représentants étaient présents ou non, aucune liste de présence n'a été jointe au dossier ;</p> <p>Les justificatifs de la transmission du procès verbal d'ouverture aux soumissionnaires ne figurent pas dans le dossier de marché ; il s'agit d'un acte de procédure à accomplir au regard des dispositions de l'article 67-4 du CMP ;</p> <p>L'offre financière du Groupement INGESAHEL/ENDA GRAF 2D désigné attributaire qui se chiffrait à 345 902 840 F CFA TTC a été ramenée à 94 150 000 FCFA TTC au terme des négociations menées entre l'AC et l'attributaire. Le montant finalement retenu représente 27% du montant initial de l'offre. Cette réduction de 73% du montant est injustifiée et fausse les conditions initiales de concurrence. Au vu de cette réduction substantielle de la consistance des prestations, la consultation aurait dû être annulée et reprise sur la base de TDR réaménagés. Il convient de rappeler que l'objet des négociations porte sur la mise au point de la proposition technique et l'incorporation de toute suggestion faite par le Candidat pour améliorer les Termes de référence et non sur un changement de l'ampleur des prestations prévues qui ont été à la base de l'appel à la concurrence (cf points 2.27, 2.28 et 2.29 des Directives de l'IDA pour la Sélection et l'Emploi de Consultants).</p>
Recommandations	<p>Veiller au respect des dispositions de l'article 67 du CMP ;</p> <p>Les négociations n'ont pas pour finalité de modifier la consistance des prestations au point de bouleverser l'économie du marché.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p><i>Il convient de rappeler, conformément à l'article 3 du CMP, que le dossier doit être analysé à la lumière des Directives du bailleur de fonds (la banque mondiale) et non du CMP.</i></p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 67 du CMP. <i>La feuille de présence des soumissionnaires est disponible et peut être mise à la disposition de l'auditeur.</i></p> <p>Les négociations n'ont pas pour finalité de modifier la consistance des prestations au point de bouleverser l'économie du marché. <i>Le PV de négociations disponible dans le dossier détaille les éléments de l'offre qui ont été négociés. Ces éléments portent sur le réajustement du nombre de personne-mois largement supérieur au nombre indiqué dans la Demande de propositions (138 vs 30), sans modification du taux de rémunération des experts. Cela découle du fait que le Consultant avait prévu l'intervention à temps plein de tous les experts sur toute la durée de la mission. De plus le</i></p>

	<i>Consultant avait prévu, au titre des frais remboursables, l'acquisition d'équipements non nécessaires à l'exécution de la mission. En conséquence les négociations ont été menées conformément aux dispositions de l'article 2.24 des Directives de passation des marchés de la Banque mondiale, car n'ayant pas occasionné de modification des Termes de référence ni donc l'économie du marché.</i>
Appréciation du Consultant	<p>Nous convenons avec vous que pour les marchés financés par la Banque Mondiale ce sont bien les Directives de l'IDA qui s'appliquent dès lors que la convention de financement comprend cette disposition.</p> <p>Sur la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats, nous prenons acte des justificatifs transmis avec votre réponse. passation.</p> <p>Sur les négociations, nous estimons qu'elles n'ont pas été effectuées conformément aux points 2.27, 2.28 et 2.29 des Directives de l'IDA pour l'emploi et la sélection de consultants. Par conséquent nous maintenons nos observations sur ce point.</p>

AMI N° APIX/PADD/01/11 FACILITATION ET ACCOMPAGNEMENT SOCIAL DES POPULATIONS TOUCHEES PAR LE PROJET DE FERMETURE ET DE RECONVERSION DE LA DECHARGE DE MBEUBEUSS		Avenant N° 1 au marché N° APIX/PADD/01/11
Date d'ANO de l'IDA sur les TDR	17 septembre 2010	-
Date de publication de la Manifestation d'intérêt	Le Soleil du 23 septembre 2010 L'Observateur du 23 septembre 2010	-
Date limite de dépôt et d'ouverture des MI	08 octobre 2010	-
Délai de préparation des offres	15 jours	-
Date d'évaluation des MI	-	-
Date de validation de la liste restreinte par la CM	-	-
Date d'invitation aux candidats présélectionnés pour la DP	14 décembre 2010	-
Date de dépôt et d'ouverture des offres techniques	13 janvier 2011	-
Délai de préparation des offres	30 jours	-
Période de validité des offres	90 jours	-
Date d'évaluation des offres techniques	21 mars 2011	-
Date d'examen du rapport d'évaluation technique	11 avril 2011	-
Date d'invitation à la remise des offres financières	02 mai 2011	-
Date des lettres d'information aux candidats non retenus	03 mai 2011	-
Date d'ouverture des offres financières	04 mai 2011	-
Date de négociation du contrat	10 mai 2011	-
Date de publication de l'attribution provisoire	L'Observateur du 1 ^{er} et 2 juin 2011	-
Date de souscription	15 juin 2011	12 juin 2012
Date d'approbation du contrat	15 juin 2011	-
Date d'enregistrement du contrat	24 juin 2011	-
Date de publication de	Le Soleil du 28 septembre 2011	-

l'attribution définitive		
Délai d'exécution	1 an renouvelable	-
Attributaire	Institut Africain de Gestion Urbaine (IAGU)	
Montant du marché en F CFA	93 321 579 FCFA TTC	1 866 579 F CFA TTC
Non conformités	<p>L'examen de la procédure de sélection de consultants pour la Facilitation et l'accompagnement social des populations touchées par le Projet de fermeture et de reconversion de la décharge de MBEUBEUSS a permis de noter que l'offre financière initiale de IAGU qui était de 150 010 000 F CFA HT a été réduite à 93 321 579 FCFA TTC lors des négociations menées entre l'AC et l'attributaire. Au vu de cette baisse substantielle de la consistance des prestations, la consultation aurait dû être annulée et reprise sur la base de TDR réaménagés. Il convient de rappeler que l'objectif des négociations concerne une mise au point de la proposition technique et l'incorporation de toute suggestion faite par le Candidat pour améliorer les Termes de référence et non un changement de l'ampleur des prestations prévues qui ont été à la base de l'appel à la concurrence ;</p> <p>Les délais entre les différentes étapes de la procédure de passation des marchés ont été très longs en violation des dispositions du CMP. A titre d'exemple, deux mois se sont écoulés entre l'ouverture des plis et l'évaluation en violation de l'article 70 du CMP.</p>	
Recommandations	<p>Eviter les délais trop longs entre les différentes étapes de la passation des marchés conformément à l'article 70 du CMP ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 67-4 du CMP relatif à la transmission du procès verbal d'ouverture des plis ;</p> <p>Veiller au respect de l'article 80 du CMP sur le</p>	

	déroulement de la procédure des marchés de prestations intellectuelles.	
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p><i>Il convient de rappeler, conformément à l'article 3 du CMP, que le dossier doit être analysé à la lumière des Directives du bailleur de fonds (la banque mondiale) et non du CMP.</i></p> <p>Eviter les délais trop longs entre les différentes étapes de la passation des marchés conformément à l'article 70 du CMP. RAS</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés. <i>L'observation ne reprend aucune non-conformité signalée dans la rubrique concernée. Du reste le dossier ne présente aucun problème de classement et d'archivage.</i></p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 67-4 du CMP relatif à la transmission du procès verbal d'ouverture des plis. <i>Le PV a été remis aux représentants des soumissionnaires présents à l'ouverture des plis.</i></p> <p>Veiller au respect de l'article 80 du CMP sur le déroulement de la procédure des marchés de prestations intellectuelles. <i>Le PV de négociations disponible dans le dossier détaille les éléments de l'offre qui ont été négociés. Ces éléments portent sur le réajustement du nombre de personne-mois largement supérieur au nombre indiqué dans la Demande de propositions (72 vs 25), sans modification du taux de rémunération des experts. Cela découle du fait que pour la deuxième phase de la mission, le Consultant avait prévu l'intervention à temps plein de tous les experts alors que certains ne devaient intervenir que ponctuellement. En conséquence les négociations ont été menées conformément aux dispositions de l'article 2.24 des Directives de passation des marchés de la Banque mondiale, car n'ayant pas occasionné de modification des Termes de référence ni donc l'économie du marché.</i></p>	

<p>Appréciation du Consultant</p>	<p>Nous convenons avec vous que pour les marchés financés par la Banque Mondiale ce sont bien les Directives de l'IDA qui s'appliquent dès lors que la convention de financement comprend cette disposition.</p> <p>Sur les délais anormalement longs entre les différentes étapes de la passation, vos commentaires confirment les observations que nous avons formulées dans notre rapport provisoire.</p> <p>Sur le classement et l'archivage des documents de la passation, nous prenons actes des justificatifs transmis avec votre réponse et qui auraient dû figurer dans le dossier de marché.</p> <p>Sur les négociations, nous estimons qu'elles n'ont pas été effectuées conformément aux points 2.27, 2.28 et 2.29 des Directives de l'IDA pour l'emploi et la sélection de consultants. Par conséquent nous maintenons nos observations sur ce point.</p>	
--	--	--

AMI N° C/APIX/PADD/UGP/07/11 Accompagnement stratégique, organisationnel et technique pour la dernière phase de la libération d'emprise du projet Autoroute		Avenant N° 1 au marché N° C/APIX/PADD/UGP/07/11
Date d'ANO de l'IDA sur les TDR	-	-
Date d'évaluation des CV	22 août 2011	-
Date d'attribution du marché	23 août 2011	-
Date d'invitation du consultant sélectionné à soumettre des offres	25 août 2011	-
Date de dépôt et d'ouverture des offres	26 août 2011	-
Date de négociation du contrat	29 août 2011	-
Date de souscription	30 août 2011	30 décembre 2011
Date d'approbation du contrat	-	-
Date d'enregistrement du contrat	03 octobre 2011	22 février 2012
Délai d'exécution	Du 02 septembre 2011 au 31 décembre 2011	Du 02 janvier 2012 au 1 ^{er} février 2012
Attributaire	MASS THIAM	
Montant du marché en F CFA	21 157 863 FCFA TTC	3 157 890 F CFA TTC
Non conformités	Aucune anomalie significative n'a été identifiée.	
Recommandations	Aucune	
Commentaires de l'Autorité Contractante		
Appréciation du Consultant		

AMI N° ELABORATION D'UNE BASE DE DONNEES SUR LES ACCORDS COMMERCIAUX ET SUR LES FORMALITES A L'EXPORT	
Date d'ANO de l'IDA sur les TDR	1 ^{er} Novembre 2010
Date de publication de la Manifestation d'intérêt	12 Novembre 2010 « L'Observateur »
Date de réception des MI	30 Novembre 2010 à 16 heures
Délai de préparation des offres de la manifestation d'intérêt	18 jours
Date d'évaluation de la manifestation d'intérêt	14 Janvier 2011
Date d'invitation des consultants	18 Mars 2011
Date de dépôt des offres	19 Avril 2011 à 11 h
Date d'ouverture des plis	19 Avril 2011 à 11 h
Délai de préparation des offres	31 jours
Durée de validité de l'offre	120 jours
Date d'attribution provisoire	18 Juillet 2011
Date de publication de l'attribution provisoire	01 Août 2011 « L'Observateur »
Date du contrat	21 Septembre 2011
Date d'approbation	21 Septembre 2011
Date d'enregistrement du contrat	28 Septembre 2011
Délai d'exécution	14 semaines
Attributaire	GROUPEMENT ERA BAKER TILLY-AWA CONSULTING (SENEGAL)
Montant du marché en F CFA	23 500 000 FCFA HTVA 27 730 000 FCFA TTC
Non conformités	L'attribution provisoire n'est intervenue que trois (3) mois après l'ouverture des plis en violation de l'art 70 du CMP qui fixe un délai maximum de quinze (15) jours entre la séance d'ouverture des plis et l'attribution du marché.
Recommandations	Se conformer à l'art 70 du CMP sur le délai d'attribution des marchés ;
Commentaires de l'Autorité Contractante	Se conformer à l'art 70 du CMP sur le délai d'attribution des marchés <i>RAS. Cependant ce retard, noté sur la plupart des dossiers du PPIP, découle des bénéficiaires associés à l'évaluation des dossiers.</i>
Appréciation du Consultant	Sur le délai d'attribution du marché, vos commentaires confirment les observations que nous avons formulées dans notre rapport provisoire.

SELECTION D'UN CONSULTANT POUR LE RECENSEMENT NATIONAL DES ENTREPRISES DU SENEGAL	
Date de publication de la sélection d'un consultant	L'Observateur N° 2017 du 14 juin 2010 et Le Soleil du 21 juin 2010
Date de réception des MI	1 ^{er} juillet 2010
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	13 janvier 2011 à 10h30
Délai de préparation des offres	30 jours
Durée de validité de l'offre	31 décembre 2011
Date d'attribution provisoire	27 septembre 2011
Date du contrat	06 octobre 2011
Date d'enregistrement du contrat	17 octobre 2011
Délai d'exécution	12 semaines
Attributaire	TECHNIPLAN SPA
Montant du marché en F CFA	75 412 000 F CFA HT
Notification et publicité de l'attribution provisoire	Le 29 septembre 2011 Le Populaire N° 3573 du 20 octobre 2011
Publicité de l'attribution définitive Notification de l'attribution définitive et invitation à négocier	
Non conformités	Aucune anomalie significative n'a été identifiée.
Recommandations	Aucune
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DP N°APIX/PPIP/08/10 POUR L'ELABORATION ET LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN STRATEGIQUE DE LA CONFEDERATION NATIONALE DES EMPLOYEURS DU SENEGAL (CNES)	
Date de demande d'avis de non objection de l'IDA sur les Termes de référence	22 janvier 2008
Date d'ANO de la Banque	01 février 2008
Date de publicité de la DMI	09 juin 2010 _ Le Soleil 10 juin 2010 – UNDB
Date limite de dépôt des MI	25 juin 2010- 11.H.00
Date d'approbation de la liste restreinte par la DCMP	-
Date de saisine des consultants figurant sur la liste restreinte	11 novembre 2010
Date limite de dépôt des propositions	14 décembre 2010 – 11.H.00
Délai de validité des propositions	14 mars 2011
Notification des résultats de l'évaluation technique	06 juin 2011
Date d'ouverture des offres financières	09 juin 2011 – 11.H.30
Attributaire	MGP AFRIQUE
Montant du marché en FCFA TTC	24 467 300
Contrat	28 juillet 2011
Date de publicité de l'avis d'attribution provisoire	13 juillet 2011 – l'OBS n°2342 du 13/07/11
Notification d'attribution	27 juin 2011
Non conformités	L'attribution du marché a été faite après la période de validité des offres et aucune demande formelle de prorogation des durées de validité des offres n'a été adressée aux soumissionnaires. Il s'agit d'une violation du CMP qui dispose que l'attribution des marchés doit se faire pendant la période de validité des offres.
Recommandations	En cas de retard dans la mise en œuvre du processus d'évaluation, l'Autorité Contractante doit formellement demander aux candidats qui le souhaitent de proroger la durée de validité de leurs offres pour lui permettre de boucler les processus d'évaluation et d'attribution.
Commentaires de l'Autorité Contractante	En cas de retard dans la mise en œuvre du processus d'évaluation, l'Autorité Contractante doit formellement demander aux candidats qui le souhaitent de proroger la durée de validité de leurs offres pour lui permettre de boucler les processus d'évaluation et d'attribution. RAS
Appréciations du Consultant	Reconduction de la recommandation formulée dans notre rapport provisoire

4.2.4 MARCHES CONCLUS SUITE A UN APPEL D'OFFRES

AON N°AON/PPIP/APIX SA/02/11 FOURNITURE DE MATERIELS INFORMATIQUES DESTINES AUX BENEFICIAIRES DU PPIP	
Date de transmission du DAO N°	NON REQUIS
Date de publication de l'AO	26 Juillet 2011 Avis de report le 29 Aout 2011
Date limite de dépôt des offres	30 Aout 2011 à 11h 05 Septembre 2011
Délai de préparation des offres	34 jours
Date d'ouverture des plis	30 Aout 2011 à 11h 05 Septembre 2011 à 11h
Date de l'évaluation technique	22 Septembre 2011
Date d'attribution	15 Novembre 2011
Date de publication de l'attribution provisoire	24 Novembre 2011
Date de souscription	
Date d'approbation	
Date d'immatriculation	
Date de notification	
Date de signature du contrat	Lot 1 : 16 Décembre 2011 Lots 2 et 3 : 30 Novembre 2011
Date d'enregistrement du contrat	Lot 1 : 23 Décembre 2011 Lot 2 : 21 Décembre 2011 Lot 3 : 28 Décembre 2011
Date de publication de l'avis d'attribution définitive	
Délai d'exécution	01 Mois
Garantie de soumission	Lot 1 : 3 000 000 Lots 2 et 3 : Déclaration de garantie
Attributaire	Lot 1 : PLATFORM TECHNOLOGIES Lot 2 : BULL SENEGAL Lot 3 : OFFICE INFORMATIQUE
Montant du marché en TTC	Lot 1 : 152 991 968 Lot 2 : 17 506 480 Lot 3 : 29 500 000
Contrôle au préalable	Le marché est inscrit dans le PPM transmis à la DCMP et dans l'AGPM publié dans LE SOLEIL du 17 Janvier 2011.
Non conformités	L'Autorité Contractante a avisé les soumissionnaires potentiels du report de la date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis la veille, sans aucune information sur les motifs du renvoi. Ce

	<p>report est susceptible de recours et donner lieu à l'ouverture d'une enquête approfondie pour s'assurer qu'il ne vise pas à accorder du temps à un candidat qui n'aurait pas pu déposer son offre dans les délais initialement impartis aux soumissionnaires ;</p> <p>La période séparant l'ouverture des plis et l'attribution provisoire est anormalement longue en violation de l'article 70 du CMP qui institue un délai de 15 jours pour évaluer les offres avec une possibilité de proroger ledit délai de 10 jours après avis de la DCMP ;</p> <p>Les documents relatifs au règlement du reliquat de 10% représentant la quote-part de l'Etat du Sénégal ne figurent pas dans le dossier de passation ;</p> <p>Les notifications d'attribution du marché, la lettre d'information aux candidats non retenus, l'attestation de la main levée de la caution de soumission du lot 1, le support de publication de l'Avis d'attribution définitive, la garantie de bonne exécution ne figurent pas dans le dossier de passation ;</p> <p>Les contrats qui nous ont été transmis ne sont ni immatriculés, ni notifiés.</p>
Recommandations	<p>Veiller au classement exhaustif de tous les documents relatifs à la passation des marchés ;</p> <p>Se conformer à l'article 67.4 du CMP portant sur la transmission en séance tenante du PVO aux représentants des soumissionnaires ;</p> <p>Respecter l'article 70 du CMP sur les délais d'attribution ;</p> <p>Respecter l'article 85 du CMP relatif à l'immatriculation des marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Veiller au classement exhaustif de tous les documents relatifs à la passation des marchés.</p> <p><i>Dans le cas d'un appel d'offres, la publication de l'avis d'attribution provisoire tient lieu d'information aux candidats non retenus. L'information directe des candidats est une obligation seulement dans le cadre des DRP du fait qu'il n'y a pas de publication dans un journal.</i></p> <p><i>La garantie de bonne exécution, lorsque les paiements sont échelonnés, est systématiquement demandée avant le paiement de l'avance de démarrage. Pour le cas de Platform Technologies, un seul paiement global est intervenu à la suite de la livraison du matériel.</i></p> <p><i>L'attestation de versement de la quote-part de l'Etat par la DDI</i></p>

	<p><i>est bien disponible et sera remise à l'auditeur.</i></p> <p><i>L'avis d'attribution définitive a été néanmoins publié sur le site web de l'APIX.</i></p> <p>Se conformer à l'article 67.4 du CMP portant sur la transmission en séance tenante du PVO aux représentants des soumissionnaires.</p> <p><i>Le PV a été remis aux représentants des soumissionnaires présents à l'ouverture des plis.</i></p> <p>Respecter l'article 70 du CMP sur les délais d'attribution.</p> <p><i>Ce retard, noté sur la plupart des dossiers du PPIP, découle des bénéficiaires associés à l'évaluation des dossiers.</i></p> <p>Respecter l'article 85 du CMP relatif à l'immatriculation des marchés.</p> <p><i>RAS.</i></p>
Appréciation du Consultant	<p>Sur la publication de l'avis d'attribution provisoire et l'information des candidats non retenus de rejet de leurs offres, nous précisons que les exigences de l'article 83.3 ne sont pas alternatives mais cumulatives. Il faut d'abord informer les candidats non retenus avant de publier l'avis d'attribution provisoire car, l'information des candidats non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel et ce recours est enfermé dans des délais. De ce fait, elle est distincte de la publication de l'attribution provisoire.</p> <p>Sur le versement de la quote-part de l'Etat par la DDI, le justificatif devait être classé dans le dossier de passation mis à notre disposition.</p> <p>Sur la publication de l'avis d'attribution définitive, elle doit se faire dans un journal de large diffusion et pas seulement sur le site Web de l'APIX.</p> <p>Sur la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats, les justificatifs doivent être classés dans le dossier de passation.</p> <p>Sur les délais anormalement longs de l'attribution du marché et sur l'immatriculation des marchés, vos commentaires confirment les observations que nous avons faites.</p>

AON N° /PPIP/APIX sa01/11 FOURNITURE DE SIX VEHICULES DESTINES AUX ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES ET AU CFPA	
Date de transmission du DAO N°	Avril 2011
Date de publication de l'AO	Le Soleil et L'Observateur du 28 avril 2011
Date limite de dépôt des offres	30 mai 2011 à 11 h
Délai de préparation des offres	30 jours
Date d'ouverture des plis	30 mai 2011
Date de l'évaluation technique	16 juin 2011
Date d'attribution	06 juillet 2011
Date d'ANO de la DCMP sur le DAO	
Date de l'attestation d'existence de crédits	
Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et procès verbal d'attribution	
Date de publication de l'attribution provisoire	L'Observateur N° 2348 du 20 juillet 2011
Date d'ANO de la DCMP sur le projet de contrat	
Date de souscription	1 ^{er} août 2011
Date d'approbation	1 ^{er} août 2011
Date d'immatriculation	Non immatriculé
Date de notification	Pas de lettre de notification
Date d'enregistrement du contrat	19 août 2011 29 novembre 2011
Date de publication de l'avis d'attribution définitive	
Délai d'exécution	60 jours
Garantie de soumission	
Lot 1 LASA	87 222 000
Lot 2 LASA	58 194 000
Montant du marché en F CFA TTC	145 416 000
Non conformités	Suite à la défaillance du titulaire et après une mise en demeure restée sans effet, l'APIX a résilié le marché initial aux frais et risques de la Sénégalaise de l'Automobile. Pour faire exécuter le marché en lieu et place du titulaire défaillant, un marché de substitution a été conclu avec le second moins disant dont l'offre avait expiré, l'APIX fait une entente directe non autorisée ; il s'y ajoute que la confirmation de l'offre initiale de la Sénégalaise de l'Automobile n'avait pas

	<p>de sens dès lors que juridiquement il n'y avait plus d'offres. L'APIX n'a pas pu appeler la garantie de bonne exécution qui n'avait pas été constituée pour y imputer les surcoûts engendré par la conclusion du marché de substitution. Par ailleurs, un marché de substitution doit être notifié au titulaire défaillant avant le début des prestations pour que les surcoûts puissent lui être imputés.</p>
Recommandations	<p>Veiller à la correcte mise en œuvre des procédures de conclusion d'un marché de substitution.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Veiller à la correcte mise en œuvre des procédures de conclusion d'un marché de substitution.</p> <p><i>Il convient de rappeler, conformément à l'article 3 du CMP, que le dossier doit être analysé à la lumière des Directives du bailleur de fonds (la banque mondiale) et non du CMP.</i></p> <p><i>Par ailleurs le marché de substitution a été passé conformément à l'article 133 (nouveau) du décret 2011-04 du 06 janvier 2011 portant CMP. En effet après lettre de mise en demeure restée sans suite et résiliation du marché, un marché a été passé « avec le candidat classé après le co-contractant défaillant sur la base du dossier d'appel à la concurrence initial ».</i></p>
Appréciation du Consultant	<p>Sur la conclusion d'un marché de substitution, nous prenons acte de vos commentaires. Toutefois l'autorité contractante aurait pu exiger de ce marché une garantie de bonne exécution qui aurait pu permettre de couvrir les surcoûts engendrés par l'offre forcément plus élevée du second moins disant finalement retenu après le désistement du premier attributaire.</p> <p>Sur la préparation du décompte de résiliation, nous prenons acte de vos commentaires et nous retirons nos réserves sur ce point.</p>

4.2. 5. MARCHES CONCLUS PAR AVENANT

Description	AOO N° C/005/FM Réalisation de l'étude d'avant-projet détaillé du tronçon d'autoroute PIKINE-DIAMNIADIO, l'assistance à la sélection d'un opérateur privé et la mission de supervision et de contrôle des études et travaux	AVENANT N° 2 au marché N° C/005/FM Assistance technique pour les contrôles et les vérifications préalables au visa de l'APD du prolongement de l'Autoroute à Péage tronçon DIAMNIADIO – AIDB
Date de l'attestation d'existence de crédits	-	18 juillet 2011
Date d'ANO de la DCMP avant approbation de l'avenant	-	22 août 2011
Date de souscription du marché	-	16 août 2011
Date d'avis favorable de la CNCA ou de la DCMP	07 juin 2006	22 août 2011
Date d'approbation du PM	28 juin 2006	-
Date de notification du marché	-	20 décembre 2011
Date d'enregistrement du marché	09 août 2006	11 janvier 2012
Délai d'exécution	81 mois pour les 3 phases	6 mois à compter de la date de démarrage (ordre de service)
Attributaire	SCETAUROUTE	EGIS ROUTE – SCETAUROUTE
Montant TTC	2 613 463 658	110 028 258
Non conformités	RAS	
Recommandations		
Commentaires de l'Autorité Contractante		
Appréciation du Consultant		

4.2.6 MARCHES CONCLUS SUITE A UNE DEMANDE DERENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

DC N° APIX/CT/PPIP/N°9/11 REALISATION D'UN CAHIER DE L'INVESTISSEUR DANS LE SECTEUR DU TOURISME	
Date d'invitation des prestataires	21 juillet 2011
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	09 août 2011
Délai de préparation des offres	19 jours
Date d'évaluation et d'attribution	Rapport non date
Date de notification d'attribution provisoire	Néant
Date de notification d'attribution définitive	Non datée
Délai d'exécution	26 décembre 2011
Date de souscription du contrat	06 octobre 2011
Date d'enregistrement	18 octobre 2011
Période de validité des offres	90 jours
Fournisseurs consultés	6 : Gnambi Sonko- Amadou Thiam- Ahmed Sadj- Bassirou Ba- Ababacar Sadikh Sall- Mohamed Kane
Nombre d'offres reçues	2 : Bassirou Ba- Ababacar Sadikh Sall
Attributaire	BASSIROU BA
Montant du marché en F CFA TTC	17 500 000 FCFA TTC
Non conformités	<p>La méthode de sélection retenue par l'APIX ne sied pas pour des prestations intellectuelles. Ne constituent pas des services courants des prestations dont les objectifs consistent à Concevoir des outils d'aide à la prise de décision de l'investisseur sous forme de projets prêts à l'emploi, à identifier de nouveaux segments ou niches porteurs exploitables sur le court terme, à élaborer des business plans pour la mise en œuvre des nouveaux segments ou niches, à identifier le foncier (domaines privé et national) et les réceptifs disponibles à la vente ou à la cession en gérance et les conditions y afférentes. Dès lors cette opération ne peut être traitée comme une acquisition de services courants et donner lieu à l'organisation d'une DRP. Il s'agit d'une prestation intellectuelle qui requiert des candidats short listés la préparation d'une offre technique et d'une offre financière évaluées en deux temps.</p> <p>En lieu et place d'une Demande de Propositions en bonne et due forme, l'autorité contractante a utilisé le dossier type relatif aux services qui n'est pas approprié pour l'objet de ce marché ;</p>

	<p>Lors de l'évaluation des CV, l'autorité contractante s'est contentée de mettre comme observation pour les deux soumissions reçues qu'elles étaient conformes ;</p> <p>Les lettres de soumission présentées par les soumissionnaires indiquent le montant de leurs offres financières conformément au modèle de présentation joint au dossier de « demande de cotation », transmis par l'autorité contractante. Ceci n'est pas conforme aux dispositions de l'article 80 alinéas 4 et 5 du CMP.</p>
Recommandations	<p>Veiller au respect de l'article 80 du CMP sur le déroulement de la procédure des marchés de prestations intellectuelles.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Veiller au respect de l'article 80 du CMP sur le déroulement de la procédure des marchés de prestations intellectuelles.</p> <p><i>Les prestations en question portent bien sur des services courants. Dans le cas des prestations intellectuelles, le consultant est appelé à produire des rapports à différentes étapes de l'exécution de la mission, auxquels sont assujettis les paiements. Pour le cas présent, le prestataire avait en charge de produire un document destiné aux investisseurs dans le secteur du tourisme. Le document produit découle de l'exploitation d'informations mises à sa disposition. C'est donc normal que les offres financières soient présentées en même temps que les offres techniques comme il sied dans le cas de prestations de services courants.</i></p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Les explications fournies ont permis de mieux apprécier la nature de la prestation qui rentre bien dans le cadre des services courants. Cependant, nous estimons que l'Autorité Contractante devra, à l'avenir, mieux définir ses besoins en précisant les inputs de chacune des parties et surtout en déclinant les objectifs de la mission dans des termes qui ne prêtent pas à confusion. En effet, tels que libellés, les objectifs de la mission ci-avant mentionnés renvoient à une prestation intellectuelle.</p>

DC INSTALLATION ET PARAMETRAGE DE L'APPLICATION POUR LA GESTION DU RCCM	
Date d'invitation des prestataires	06 octobre 2011
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	17 octobre 2011
Délai de préparation des offres	11 jours
Date d'évaluation et d'attribution	15 novembre 2011
Date de notification d'attribution provisoire	Néant
Date de notification d'attribution définitive	Non datée
Date de souscription et d'approbation du contrat	12 décembre 2011
Délai d'exécution	29 décembre 2011
Date de réception	29 décembre 2011
Date d'enregistrement	30 décembre 2011
Période de validité des offres	90 jours
Attributaire	ITECH SOLUTION
Montant du marché	15 218 460 FCFA TTC
Non conformités	<p>Seuls les documents de règlement relatifs à la part de l'IDA (90% du montant du marché) sont versés dans le dossier. De ce fait, les 10% devant être pris en charge par l'Etat du Sénégal ne sont pas justifiés ;</p> <p>Sur la demande de paiement direct de l'APIX adressée à la DDI pour transmission à la BM pour paiement sur le compte bancaire et sur le virement effectif de la BM, le montant (13 696 614 F CFA) viré représente les 90% du montant TTC du marché (part endossée par la BM). De ce fait, le marché est payé intégralement (toutes taxes comprises) au fournisseur alors que la TVA aurait dû être prélevée et reversée ;</p> <p>Les lettres d'information aux candidats non retenus n'ont pas été jointes au dossier en violation de la circulaire N° 004 du PM ;</p> <p>Les critères de qualification ont été vérifiés a posteriori, alors que dans le cadre d'une DRP, ils sont vérifiés a priori puisque seules des entreprises qualifiées doivent être invitées.</p>
Recommandations	<p>Veiller au classement et à l'archivage exhaustif des documents de marché,</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 78 du CMP et de la circulaire N° 004/PM/CAB/CP du 31/03/2009 du PM, portant modalités de mise en</p>

		œuvre de la procédure de DRP.
Commentaires l'Autorité Contractante	de	<p>Veiller au classement et à l'archivage exhaustif des documents de marché.</p> <p><i>L'attestation de précompte de la TVA est disponible et sera remise à l'auditeur.</i></p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 78 du CMP et de la circulaire N° 004/PM/CAB/CP du 31/03/2009 du PM, portant modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP.</p> <p><i>Le marché a été attribué au candidat ayant présenté l'offre la moins élevée et qui satisfait aux critères de qualification, conformément aux dispositions du CMP et de la circulaire N° 004/PM/CAB/CP du 31/03/2009 du PM.</i></p>
Appréciation Consultant	du	<p>Nous accusons réception de l'attestation de précompte de la TVA qui aurait dû être classée dans le dossier de passation mis à notre disposition, lors de la revue</p>

REALISATION D'UN FILM PROMOTIONNEL SUR LE SENEGAL COMME DESTINATION D'INVESTISSEMENT CONTRAT N° APIX/PRIME MEDIACOM/PPIP/26/11	
Date de publication de la demande de cotations	08 août 2011
Date de réception des MI	
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	19 août 2011 à 11h 19 août 2011 à 11h
Délai de préparation des offres	10 jours
Durée de validité de l'offre	90 jours
Date d'attribution provisoire	21 septembre 2011
Date du contrat	26 septembre 2011
Date d'enregistrement du contrat	03 octobre 2011
Délai d'exécution	25 jours
Attributaire	PRIME MEDIACOM
Montant du marché en F CFA	17 641 000 F CFA TTC
Non conformités	RAS.
Recommandations	RAS.
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

REALISATION DE LA MISSION RELATIVE A LA REACTUALISATION DE L'ETUDE PORTANT SUR LE MARCHE D'INTERET NATIONAL A DIAMNIADIO	
Date de publication de la sélection d'un consultant	Néant
Date de réception des MI	
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	29 septembre 2011
Délai de préparation des offres	
Durée de validité de l'offre	
Date d'attribution provisoire	
Date du contrat	28 octobre 2011
Date d'enregistrement du contrat	14 novembre 2011
Nombre d'offres reçues	Trois (03)
Délai d'exécution	60 jours
Attributaire	Tamsir Salif SOW
Montant du marché	22 880 200 F CFA TTC
Non conformités	L'examen des procédures mises en œuvre pour la sélection d'un consultant pour la réalisation de la mission relative à la réactualisation de l'étude portant sur le marché d'intérêt national à Diamniadio a permis de constater qu'elles ne sont pas toujours les plus indiquées au regard de la consistance des prestations demandées aux consultants. Au regard des informations consignées dans le procès verbal d'évaluation, l'évaluation des candidats n'a porté que sur des CV et non sur une offre technique structurée avec une méthodologie bien déclinée alors que dans le cas d'espèce il aurait fallu demander aux candidats de soumettre une offre technique et une offre financière évaluées en deux temps avant ouverture des négociations avec le consultant ayant obtenu le score technique le plus élevé. Nous précisons que l'évaluation des consultants sur la base des CV est admise pour une sélection basée sur la qualification, procédure non prévue par le CMP. La procédure de Sélection Basée sur la Qualité Technique a dans les faits été substituée par une procédure de Sélection Basée sur la Qualification non prévue par le Code des Marchés Publics.
Recommandations	Se conformer à l'article 80 du CMP.
Commentaires de l'Autorité Contractante	Se conformer à l'article 80 du CMP. <i>C'est bien la méthode de sélection basée sur la qualité technique qui a été utilisée. Du fait qu'il s'est agi de recrutement de consultants individuel, l'évaluation des offres techniques a porté sur la qualification du consultant traduite par le diplôme, l'expérience générale et l'expérience pertinente établis dans les CV.</i>

Appréciation Consultant	du <p>Nous précisons encore que la SBQ que vous invoquez ci-avant est généralement utilisée pour des missions d'une complexité exceptionnelle ou d'un impact considérable ou encore lorsqu'elles donneraient lieu à des propositions difficilement comparables, ce qui, à notre avis, n'est pas le cas pour la présente mission. Vos commentaires confirment bien que c'est la méthode basée sur la qualification, non prévue par le CMP, qui a été utilisée en lieu et place de la méthode annoncée (Sélection Basée sur la Qualité - SBQ). En fait les conditions d'utilisation de la SBQ n'étant pas réunie dans le cas d'espèce, vous avez évalué les CV comme dans une sélection basée sur la qualification. Nous convenons avec vous que le CMP doit évoluer pour prendre en charge cette exigence non couverte par les textes qui régissent les marchés publics au Sénégal. La méthode que vous avez utilisée est, à notre avis, pertinente sur le plan des principes mais doit s'insérer dans le cadre réglementaire qui va devoir évoluer.</p>
------------------------------------	---

DRP SELECTION D'UN CONSULTANT POUR L'ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL DU PROJET DE REALISATION CLES EN MAINS D'UNE CENTRALE DIESEL 70 MW EN GROUPES CONTAINERISES FONCTIONNANT AU HFO A TOBENE	
Date de saisine des fournisseurs	30 Juin 2011
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	07 Juillet 2011 à 12 heures
Délai de préparation des offres	6 jours
Date d'attribution	
Attributaire	SERIGNE MOUHAMADOU DIOP
Montant du marché en F CFA TTC	29 417 400 FCFA TTC
Non conformités	<p>Nous ne pensons pas que la méthode de sélection utilisée soit la plus appropriée. En effet, la SBQ est généralement utilisée pour des missions d'une complexité exceptionnelle ou d'un impact considérable ou encore lorsqu'elles donneraient lieu à des propositions difficilement comparables, ce qui, à notre avis, n'est pas le cas pour la présente mission. Beaucoup de consultants peuvent exécuter de telles prestations. A titre de preuve, les 4 consultants qui ont préparé des offres en seulement 6 jours ont tous obtenu 75 points /100 au minimum. En faisant recours à la SBQ, l'APIX se prive a priori des coûts les plus avantageux. En élaborant leurs offres financières, les consultants sachant que la sélection est basée sur la qualité, font des propositions financières les plus élevées possibles. L'attributaire a fait une offre de 29, 4 millions, soit juste en dessous du seuil. Par ailleurs, au regard des informations consignées dans le procès verbal d'évaluation, ladite évaluation n'a porté que sur des CV et non sur une offre technique structurée avec une méthodologie bien déclinée alors que dans le cas d'espèce, il aurait fallu demander aux candidats de soumettre une offre technique et une offre financière évaluées en deux temps avant ouverture des négociations avec le consultant ayant obtenu le score technique le plus élevé. Nous précisons que l'évaluation des consultants sur la base des CV est admise pour une sélection basée sur la qualification, procédure non prévue par le CMP. La procédure annoncée (Sélection Basée sur la Qualité Technique) a dans les faits été substituée par une procédure de sélection basée sur la Qualification non prévue par le CMP ;</p> <p>Le Consultant sélectionné s'est désisté après la notification de l'attribution arguant que ses engagements professionnels ne lui permettent pas de réaliser l'étude. S'il s'agissait d'une procédure de passation de marché dans laquelle une garantie de soumission était requise, le désistement de l'attributaire aurait entraîné la saisie de ladite garantie. Dans ce cas précis, l'APIX aurait dû rédiger un rapport circonstancié à l'intention du CRD de l'ARMP pour d'éventuelles mesures à l'encontre du Consultant.</p>
Recommandations	Se conformer à l'article 80 du CMP.
Commentaires de l'Autorité Contractante	<i>C'est bien la méthode de sélection basée sur la qualité technique qui a été utilisée. Du fait qu'il s'est agi de recrutement de consultant individuel, l'évaluation des offres techniques a porté sur la</i>

	<p><i>qualification du consultant traduite par le diplôme, l'expérience générale et l'expérience pertinente établis dans les CV.</i></p> <p><i>Le désistement d'un consultant suite à une attribution de marché n'est pas un fait exceptionnel. D'ailleurs il est admis, pendant les négociations, dans le cas de firmes, d'autoriser le remplacement d'experts non disponibles. La même démarche conduit parfois, dans le cas d'un consultant individuel, à un désistement.</i></p> <p><i>C'est la raison pour laquelle l'APIX n'a pas demandé de sanction de la part du CRD de l'ARMP.</i></p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous précisons encore que la SBQ que vous invoquez ci-avant est généralement utilisée pour des missions d'une complexité exceptionnelle ou d'un impact considérable ou encore lorsqu'elles donneraient lieu à des propositions difficilement comparables, ce qui, à notre avis, n'est pas le cas pour la présente mission. Vos commentaires confirment bien que c'est la méthode basée sur la qualification, non prévue par le CMP, qui a été utilisée en lieu et place de la méthode annoncée (Sélection Basée sur la Qualité - SBQ).</p> <p>En fait les conditions d'utilisation de la SBQ n'étant pas réunie dans le cas d'espèce, vous avez évalué les CV comme dans une sélection basée sur la qualification. Nous convenons avec vous que le CMP doit évoluer pour prendre en charge cette exigence non couverte par les textes qui régissent les marchés publics au Sénégal. La méthode que vous avez utilisée est, à notre avis, pertinente sur le plan des principes mais doit s'insérer dans le cadre réglementaire qui va devoir évoluer.</p> <p>Sur le désistement du consultant, nous prenons note de vos commentaires mais maintenons nos réserves et observations sur ce point.</p>

DRP N° APIX/DPM/2011 ETUDE POUR LA DETERMINATION DES TAUX D'INTERETS DES CREDITS AU SENEGAL	
Date d'ANO de l'IDA sur les TDR	27 Juillet 2011
Date de saisine des fournisseurs	
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	
Délai de préparation des offres	
Date d'attribution	
Attributaire	MAMA DIAKHOUMPA
Montant du marché en F CFA TTC	24 839 000 FCFA TTC.
Non conformités	RAS
Recommandations	RAS
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP ACQUISITION DE MATERIEL INFORMATIQUE POUR APIX SA	
Date de saisine des fournisseurs	24 Novembre 2010
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	07 Décembre 2010
Délai de préparation des offres	12 jours
Date d'attribution	
Date de notification	11 Février 2011
Délai de livraison	03 semaines maximum
Date de signature du contrat	23 Février 2011
Date d'enregistrement du contrat	24 Février 2011
Date de mise en demeure	25 Mai 2011
Attributaire	PRESTILUX
Montant du marché en F CFA TTC	18 281 740
Contrôle au préalable	
Notification de l'attribution provisoire et information des candidats non retenus	Une lettre de notification d'attribution N°0565/APIX/SG/SPM a été envoyée à l'attributaire le 11 Février 2011. Les candidats non retenus ont été informés du rejet de leurs offres par lettres N°0566/APIX/SG/SPM le 11 Février 2011.
Notification de l'attribution définitive	
Non conformités	Le délai entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché est anormalement long en violation de l'article 70 du CMP ; Le justificatif du reversement du précompte de la TVA ne figure pas dans le dossier de passation ;
Recommandations	Veiller au classement exhaustif des documents relatifs à la passation de marché, Se conformer à l'article 70 du CMP sur les délais d'attribution.
Commentaires de l'Autorité Contractante	Veiller au classement exhaustif des documents relatifs à la passation de marché. <i>L'attestation de précompte de la TVA est bien disponible et sera remise à l'auditeur.</i> <i>Ce marché, entièrement financé sur le budget de l'Etat, ne comporte pas de contrepartie de l'Etat.</i> Se conformer à l'article 70 du CMP sur les délais d'attribution. <i>La procédure de DRP a été menée en conformité avec le décret 2007-545 modifié par le décret 2010-1188 du 13 septembre 2010 en vigueur, dont les dispositions n'imposent pas de délai d'attribution des offres.</i>

Appréciation du Consultant	<p>Sur le précompte de la TVA, l'attestation a bien été classée dans le dossier de passation. C'est le justificatif du reversement qui n'a pas été classé.</p> <p>Sur le règlement du marché, nous prenons acte de vos commentaires. Il s'agit d'une méprise de notre part car, il n'existe en effet aucun reliquat, le marché ayant été réglé entièrement. Par conséquent, nous retirons nos réserves sur ce point.</p> <p>Sur le délai d'attribution du marché, l'article 70 du CMP qui fixe le délai d'attribution du marché dans les quinze (15) jours suivant l'ouverture des plis, délai susceptible de prorogation d'une durée de dix (10) jours, après autorisation de la DCMP, ne fait aucune distinction selon le mode de passation...</p>

DRP N° 08 FOURNITURE DE 4 750 TEE-SHIRTS ET 3 500 CASQUETTES POUR APIX SA	
Date de saisine des fournisseurs	08 Juillet 2011
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	12 Juillet 2011
Délai de préparation des offres	03 jours
Date d'attribution	12 Juillet 2011
Date de notification	13 Juillet 2011
Délai de livraison	30 jours
Date de signature du contrat	12 Juillet 2011
Date d'enregistrement du contrat	
Attributaire	REPRO SYSTEM SARL
Montant du marché en F CFA TTC	9 617 000
Notification de l'attribution provisoire et information des candidats non retenus	Une lettre de notification d'attribution N°2659/APIX/SG/SPM a été envoyée à l'attributaire le 13 Juillet 2011. REPRO SYSTEM a reçu la lettre de notification le 14 Juillet 2011. Les candidats non retenus ont été informés du rejet de leurs offres le 13 Juillet 2011 par lettres N°2658/APIX/SG/SPM et N°2660/APIX/SG/SPM.
Notification de l'attribution définitive	
Non conformités	<p>Les lettres d'invitation n'indiquent pas la liste restreinte des candidats sollicités en violation des dispositions de la Circulaire n° 004 du PM ;</p> <p>L'APIX n'a pas précompté la TVA due au titre du marché. Elle a payé au titulaire le montant TTC ;</p> <p>Le contrat transmis n'a pas été soumis aux formalités de l'enregistrement en violation de l'article 424 du CGI ;</p> <p>Les documents relatifs au règlement du reliquat de 10% représentant la quote-part de l'Etat du Sénégal ne figurent pas dans le dossier de passation.</p>
Recommandations	<p>Demander aux titulaires de marchés de soumettre les contrats à la formalité de l'enregistrement à la DGID ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de la Circulaire n° 004 du 31 mars 2009 du Premier Ministre portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.</p>

Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Demander aux titulaires de marchés de soumettre les contrats à la formalité de l'enregistrement à la DGID. <i>RAS</i></p> <p>Se conformer aux dispositions de la Circulaire n° 004 du 31 mars 2009 du Premier Ministre portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP. <i>La liste des candidats de la liste restreinte est indiquée dans le dossier de demande de cotations qui accompagne la lettre d'invitation.</i></p>
Appréciation du Consultant	<p>Sur la soumission du marché à la formalité de l'enregistrement, RAS</p> <p>Sur l'inscription de la liste des candidats sollicités sur la lettre d'invitation, nous prenons acte de vos commentaires</p>

DRP REALISATION D'UN CAHIER DE L'INVESTISSEUR TIC ET TELESERVICES EN FRANÇAIS ET EN ANGLAIS	
Date de saisine des fournisseurs	23 Aout 2011 RELANCE
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	06 septembre 2011
Délai de préparation des offres	13 jours
Date d'attribution	
Délai d'exécution	03 mois maximum
Date de notification	
Date de signature du contrat	30 Septembre 2011
Date d'enregistrement du contrat	18 Octobre 2011
Fournisseurs consultés	06 prestataires consultés : Olivier SAGNA, Karim SY, Mouhamed Mahi SY, Jacques IYOK, Alassane LÔ, Moussa GUEYE
Nombre d'offres reçues	01 Offres reçues : Mouhamed Mahi SY : 19 500 000 F CFA HT
Attributaire	Mouhamed Mahi SY
Montant du marché en F CFA TTC	23 010 000
Contrôle au préalable	Le marché est inscrit dans le PPM transmis à la DCMP.
Invitation des candidats	Les lettres d'invitation N°3239/APIX/DG/SPM ont été envoyées aux candidats présélectionnés le 23 Aout 2011.
Notification de l'attribution provisoire et information des candidats non retenus	Une lettre de notification non datée est classée dans le dossier de passation.
Notification de l'attribution définitive	
Non conformités	<p>Il s'agit d'une mission de prestations intellectuelles traitée comme un service courant (voir-ci avant) ;</p> <p>Le contrat qui nous a été transmis n'est pas immatriculé en violation de l'article 85 du CMP ;</p> <p>Les documents relatifs au règlement du reliquat de 10% représentant la quote-part de l'Etat du Sénégal ne figurent pas dans le dossier de passation ;</p> <p>Le classement des documents relatifs à la passation de marchés n'est pas exhaustif.</p>
Recommandations	<p>Veiller à l'application de la procédure de passation appropriée ;</p> <p>Veiller au classement exhaustif de tous les documents relatifs à la passation de marché.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Veiller à l'application de la procédure de passation appropriée.</p> <p><i>Les prestations en question portent bien sur des services courants. Dans le cas des prestations intellectuelles, le</i></p>

		<p><i>consultant est appelé à produire des rapports à différentes étapes de l'exécution de la mission, auxquels sont assujettis les paiements. Pour le cas présent, le prestataire avait en charge de produire un document destiné aux investisseurs dans le secteur du tourisme. Le document produit découle de l'exploitation d'informations mises à sa disposition.</i></p> <p>Veiller au classement exhaustif de tous les documents relatifs à la passation de marché. <i>Le bordereau de paiement des 10 % est disponible et sera remis à l'auditeur.</i></p>
Appréciation Consultant	du	<p>Nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Les explications fournies ont permis de mieux apprécier la nature de la prestation qui rentre bien dans le cadre des services courants. Cependant, nous estimons que l'Autorité Contractante devra, à l'avenir, mieux définir ses besoins en précisant les inputs de chacune des parties et surtout en déclinant les objectifs de la mission dans des termes qui ne prêtent pas à confusion. En effet, tels que libellés, les objectifs de la mission ci-avant mentionnés renvoient à une prestation intellectuelle.</p> <p>Nous retirons nos observations sur ce point.</p> <p>Sur les justificatifs de paiement, nous accusons réception des documents transmis avec votre réponse mais précisons qu'ils doivent être classés dans le dossier de marché soumis aux vérificateurs.</p>

DRP FOURNITURE DE KITS GOANA, AGRICULTURE ET ELEVAGE	
Date de saisine des fournisseurs	30 Novembre 2010
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	13 Décembre 2010
Délai de préparation des offres	12 Jours
Date d'attribution	17 Décembre 2010
Délai de livraison	05 jours à compter de la réception de chaque bon de commande.
Date de Notification	26 Janvier 2011, Reçue le 31 Janvier 2011
Date de signature du contrat	21 Janvier 2011
Date d'enregistrement du contrat	25 Janvier 2011
Attributaire	AG PARTNERS
Montant du marché en F CFA TTC	19 416 900
Contrôle au préalable	
Notification de l'attribution provisoire et information des candidats non retenus	Une lettre de notification d'attribution N°0329/APIX/SG/SPM a été envoyée le 26 Janvier 2011 à l'attributaire qui ne l'a reçue que le 31 Janvier 2011. Le candidat non retenu a été informé du rejet de son offre le 26 Janvier 2011 par lettre N°0329/APIX/SG/SPM.
Notification de l'attribution définitive	
Non conformités	Le contrat qui nous a été transmis n'est pas immatriculé, en violation de l'article 85 du CMP ; Les documents relatifs au règlement du reliquat de 10% représentant la quote-part de l'Etat du Sénégal ne figurent pas dans le dossier de passation.
Recommandations	Se conformer aux dispositions de l'article 85 du CMP ; Veiller au classement exhaustif de tous les documents relatifs à la passation de marchés.
Commentaires de l'Autorité Contractante	Se conformer aux dispositions de l'article 85 du CMP. <i>Le contrat a été conclu et signé en janvier 2011, sur la base du décret N° 2010-1188 du 13 septembre 2010 modifiant et complétant le décret 2007-545 portant Code des Marchés Publics qui ne prévoyait pas l'immatriculation des marchés des sociétés nationales.</i> Veiller au classement exhaustif de tous les documents

	relatifs à la passation de marchés. <i>L'attestation de précompte des 10 % au titre de la TVA est disponible et sera remise à l'auditeur.</i>
Appréciation du Consultant	Sur l'immatriculation du marché et l'attestation de précompte de la TVA, nous prenons acte de vos commentaires.

DRP POUR LA FOURNITURE DE SUPPORTS GENERIQUES ET DE LA NEWSLETTER POUR APIX	
Date de saisine des fournisseurs	03 février 2011
Date limite de dépôt des offres	17 février 2011 – 11.H.00
Convocation membres de la commission	Néant
Date d'ouverture des offres	17 février 2011 – 15.H.00
Attributaire	POLYCHROME
Montant du marché en FCFATTC	21 939 800
PV d'attribution	18 février 2011
Notification d'attribution AR OK	11 mars 2011
Notification de rejet aux soumissionnaires non retenus AR OK lettres portant même numéro de référence	11 mars 2011
Contrat enregistré	14 mars 2011
Non conformités	Les lettres d'invitation n'indiquent pas la liste restreinte des candidats sollicités comme recommandé par la circulaire 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP.
Recommandations	Se conformer à la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP.
Commentaires de l'Autorité Contractante	Se conformer à la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP. <i>La liste des candidats de la liste restreinte est indiquée dans le dossier de demande de cotations qui accompagne la lettre d'invitation.</i>
Appréciations du Consultant	Sur la mention de la liste des candidats sollicités sur la lettre d'invitation, nous prenons acte de vos commentaires.

DRP PORTANT TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES LOCAUX DE LA CNES	
Date de saisine des prestataires	29 septembre 2011
Financement	PPIP
Date limite de dépôt des offres	12 octobre 2011 – 11.H.00
Date d'ouverture des offres	12 octobre 2011 – 11.H.00
Convocation membres de la commission	Néant
Attributaire	SSBATICOM
Montant du marché en FCFATTC	8 605 421
PV d'attribution	18 février 2011
Notification d'attribution AR OK	22 novembre 2011
Notification de rejet aux soumissionnaires non retenus AR OK lettres portant même numéro de référence	22 novembre 2011
Non conformités	Les lettres d'invitation n'indiquent pas la liste restreinte des candidats sollicités comme recommandé par la circulaire 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP.
Recommandations	Se conformer à la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP.
Commentaires de l'Autorité Contractante	Se conformer à la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP. <i>Les lettres d'invitation indiquent bien la liste restreinte des candidats sollicités. Cela peut être vérifié dans le dossier.</i>
Appréciations du Consultant	Sur la mention de la liste des candidats sollicités sur la lettre d'invitation, nous prenons acte de vos commentaires.

ANNEXE 1. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP
(Conseil - Audit - Expertise)

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (22) 33 821 41 72 Fax (221) 33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 11 avril 2013

A Monsieur le Directeur Général
de l'Agence Nationale de la Promotion
de l'Investissement et des Grands Travaux
(APIX)

Objet : Transmission du Rapport Provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2011

Monsieur le Directeur Général,

Nous vous prions de trouver ci – joint, pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.

Vous voudrez bien nous faire parvenir vos commentaires dans les quinze jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire et vous prions d'agréer, Monsieur le **Directeur Général**, l'expression de notre parfaite considération.



Ibra Guèye
Associé

ANNEXE 2. REPONSE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE

Dakar, le

Le Directeur Général

Objet : rapport provisoire de la mission d'audit des marchés 2011

Ref : V/L du 11 avril 2013 reçue le 17 avril 2013

Monsieur le Directeur,

Par lettre citée en référence, datée du 11 avril et reçue le 17 avril 2013, vous m'avez transmis le rapport provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés de l'APIX au titre de la gestion 2011.

Je vous transmets ci-joint les fiches de revue des marchés avec nos commentaires, accompagnées des documents signalés manquants ou illustratifs desdits commentaires.

Tout en notant l'appréciation globale positive portée sur la conformité de la passation des marchés de l'APIX, j'attire votre attention sur certaines des observations contenues dans votre projet de lettre à l'ARMP, que nous jugeons inappropriées.

- a) Concernant l'acquisition de matériel informatique destiné aux bénéficiaires du PPIP, vous indiquez que « la commission d'analyse a proposé à la Commission des marchés l'augmentation des quantités dudit lot portant ainsi le montant de l'offre à 152 911 968 F CFA TTC au lieu de 151 592 327 F CFA TTC, soit une variation de 1 319 641 F CFA, en violation de l'article 69 du CMP qui proscriit toute modification des offres non prévues par le règlement de la consultation... » alors que la clause 41.1 des Données particulières du DAO indique bien que « **pour le lot 1, les quantités peuvent être augmentées ou réduites d'un pourcentage maximum égal à : 15 %** ».

Par ailleurs, l'article 69 du CMP porte plutôt sur le caractère non modifiable d'une offre après l'ouverture des plis et non sur les modifications de quantités.

- b) Sur votre position relative à l'utilisation de la procédure d'acquisition de services courants, nous ne partageons pas votre point de vue. En tout état de cause la procédure utilisée a permis à chaque fois de mener le processus d'acquisition à son terme pour satisfaire le besoin exprimé.

A **Monsieur Ibra Guèye**
Associé, BSC
12 rue Saint Michel
DAKAR

- c) Il en est de même pour la sélection de consultants individuels où la confusion a pu naître du fait que nous préférons demander à tous les candidats à la fois une offre technique et une offre financière, ce qui présente l'avantage d'écarter toute possibilité de surenchère de la part du candidat choisi.
- d) S'agissant de l'Autorisation du Premier ministre de passer des contrats par entente directe dans le cadre du Plan takkal, vous observez qu'elle est de portée générale. Tel n'est pas notre point de vue. En effet, l'autorisation du PM porte sur la location « auprès d'un ou plusieurs opérateurs d'une capacité de production d'électricité de 150 MW de puissance électrique en une ou plusieurs tranches, et à acquérir les équipements nécessaires (transformateur, etc.) ».
- e) Sur votre dernière observation relative à l'insuffisance de formalisation des DRP...etc. », nous vous invitons à revenir, compte tenu des précisions apportées et des documents ci-joints portés à votre attention.
- f) Nous notons enfin que nombre de dossiers financés par la Banque mondiale ont été analysés sur la base du CMP alors que, conformément à l'article 3 dudit code, ces dossiers doivent être analysés à la lumière des Directives du bailleur de fonds.

Je vous invite à une rencontre pour discuter des points ci-avant soulevés.

Je vous prie d'agréer, Monsieur l'Associé, l'assurance de ma considération distinguée.

P.J : - Avenant n°3 APR enregistré

- PV ouverture plis et feuilles de présence pour DP Mise en place d'un système de suivi évaluation des personnes affectées par le projet autoroute
- PV de négociations Ingesahel/Enda Graf
- PV de négociations IAGU
- Non objection IDA sur contrats ENDA ECOPOP et MS Associés
- Lettres d'invitation avec listes restreintes pour DRP aménagement locaux CNES
- Attestations de précompte pour Platform technologies, ITECH, Prestilux, AG Partners,
- Bordereau de paiement des 10 % pour Mahi Sy